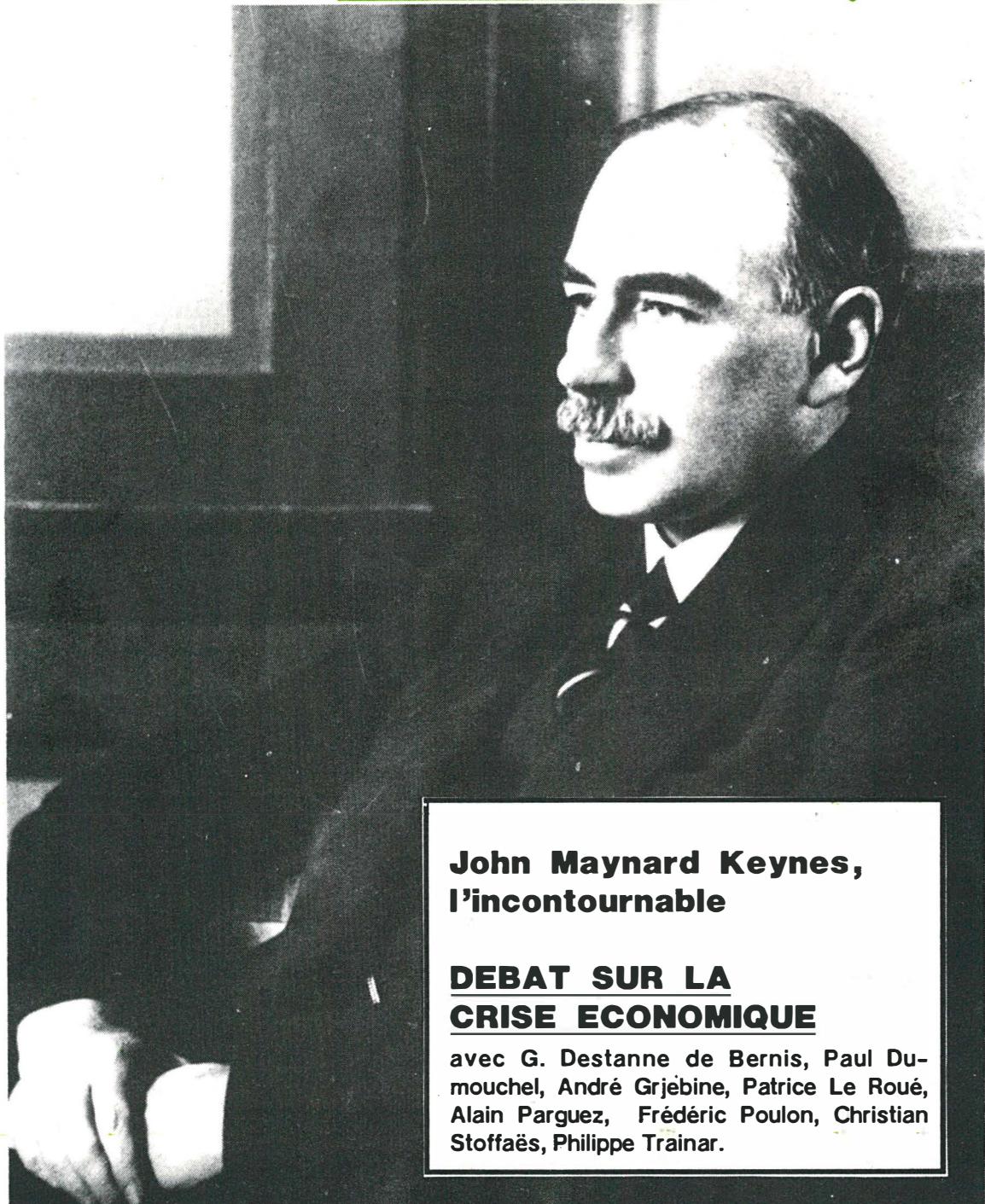


Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

(Photo Ambassade de Grande-Bretagne)



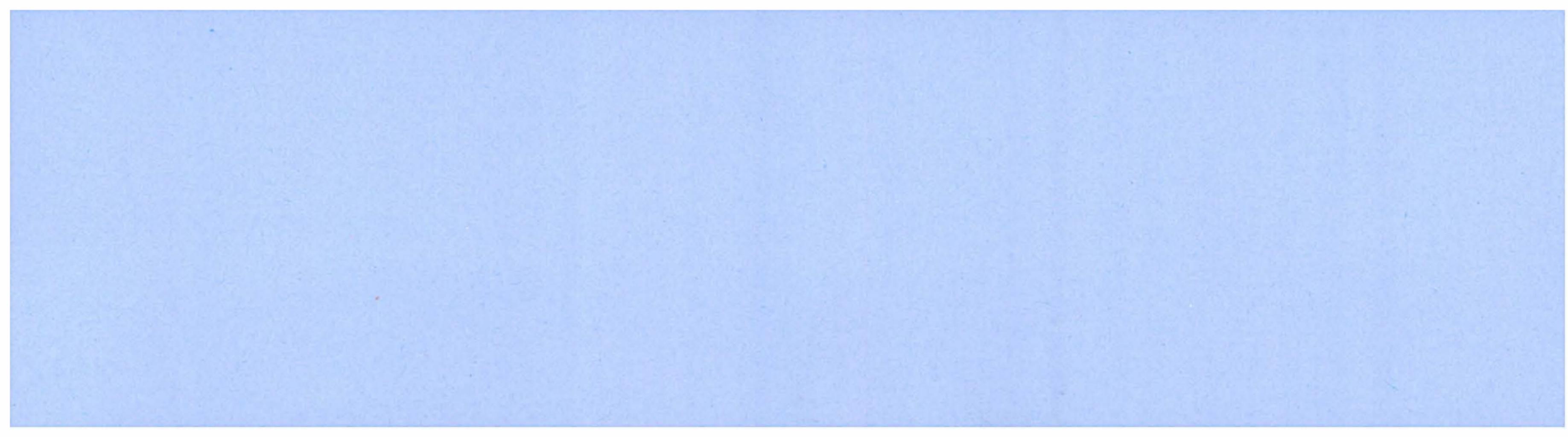
**John Maynard Keynes,
l'incontournable**

**DEBAT SUR LA
CRISE ECONOMIQUE**

avec G. Destanne de Bernis, Paul Dumouchel, André Grjebine, Patrice Le Roué, Alain Parguez, Frédéric Poulon, Christian Stoffaës, Philippe Trainar.

ERRATUM

Page 21, ligne 10 de l'intervention de Gérard Destanne de Bernis, lire: "Et d'emblée, je considère que celle-ci n'entre pas dans le champ de l'économie politique" Et non pas: "Et d'emblée, je considère que celle-ci n'entre pas dans le champ de la politique économique."



Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

N°18 - MARS 1988 - ISSN 756-3205 - Com. paritaire N° 64853

	page
EDITORIAL	3
Patrice LE ROUE	
DOSSIER ECONOMIE	
- Du libéralisme économique en France	5
Alain PARGUEZ	
- Table ronde sur la Crise	19
avec G. DESTANNE DE BERNIS, Paul DUMOUCHEL	
André GRJEBINE, Christian STOFFAES	
- Les métamorphoses de la valeur selon G.-H. de Radkowski	45
Philippe TRAINAR	
- La théorie du circuit et la condamnation du libre-échange	49
Frédéric POULON	
VOYAGE	
- Un flâneur à San-Francisco	57
Michel FONTAURELLE	
FORUM	
- Charles Maurras a-t-il lu Auguste Comte ?	67
Emmanuel LAZINIER	

Directeur de la publication : Y. AUMONT
Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

Comité de Rédaction :

F. AIMARD, Ph. CAILLEUX, L. DE GOUSTINE,
P. LE ROUE, P. LOUIS, B. RENOUVIN, P. ZALIO.

Publié avec le concours du Centre National des Lettres

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à CITE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

règlement à l'ordre de CITE, ccp 23 982 63 N Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

souscrit un abonnement,



Normal pour un an (4 numéros), 125 F



Soutien pour un an (4 numéros), 200 F



Normal pour deux ans (8 numéros), 235 F



ci-joint règlement par chèque bancaire ou postal

POUR VOS AMIS

Si vous avez un ami qui, à votre avis, pourrait s'abonner à CITE,
merci de bien vouloir nous donner son adresse afin que nous le
contactions.

.....
.....

Editorial

Actualité de Keynes

Les théories keynésiennes n'auraient-elles pas été un peu trop rapidement rendues caduques, et injustement sacrifiées sur l'autel des modes ? C'est la question que l'on se posera peut-être après la lecture du présent numéro.

Pourtant, depuis quelques années, on pouvait croire que Keynes était définitivement mort et enterré. Exit le keynésianisme et les keynésiens, place au libéralisme et aux néo-libéraux, avec tout ce que cela suppose comme bouleversements économiques, politiques et sociaux, ainsi que le montre l'article d'Alain Parguez qui ouvre notre dossier.

Or il semble bien que John-Maynard Keynes reste un point de passage obligé de la réflexion économique, malgré le consensus actuel qui tend à le marginaliser. Pour ceux qui ont toujours refusé de céder aux chants des sirènes libérales, cela ne constitue pas à proprement parler, une révélation. Cette affirmation est vraie non seulement pour ses partisans (notamment Frédéric Poulon ou André Grjebine) qui se veulent ses héritiers, mais aussi pour ceux qui sans être « fondamentalement keynésiens » (Gérard Destanne de Bernis et Christian Stoffaës, dans des registres différents), voient dans l'auteur du *Traité de la monnaie*, une référence utile pour comprendre et expliquer la crise économique actuelle.

Trois reproches essentiels sont habituellement adressés à Keynes. Le premier concerne les instruments d'analyse utilisés comme, par exemple, la propension à consommer ou à investir, la préférence pour la liquidité, ou encore l'importance accordée au taux d'intérêt dans la détermination de l'investissement. Le deuxième a trait à l'étroitesse de ses hypothèses de départ, lesquelles contribuent à faire de la « Théorie générale », une théorie trop particulière. Le dernier est celui qui fait l'objet des plus véhémentes critiques puisqu'il concerne la politique économique, et le dirigisme qu'elle sous-tend.

EDITORIAL

Loin de nous la volonté de faire de Keynes «l'horizon indépassable» de la pensée économique, mais il faut bien faire remarquer que certaines polémiques anti-keynésiennes portent la marque d'une profonde méconnaissance de l'œuvre de l'auteur de *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Comme Marx, dans les années 70, Keynes est victime d'une simplification et d'une déformation abusive, qui le rendent responsable de la crise économique que traversent les pays capitalistes industrialisés depuis une quinzaine d'années.

Mais avant d'en arriver à l'appréciation des responsabilités de Keynes, du keynésianisme, des keynésiens et de leurs théories, encore faut-il se mettre d'accord sur l'objet de la science économique et ses méthodes; sur les rapports entre l'économie et la politique. Ensuite seulement, il devient possible de donner des éléments de réponse aux questions que l'on peut se poser. La crise est-elle la conséquences des politiques keynésiennes menées pendant les «trente glorieuses», ou bien le résultat d'une mauvaise interprétation des théories keynésiennes, ou encore une crise de la pensée liée à une moindre efficience des outils qui pendant plusieurs décennies ont permis de comprendre l'ensemble des mécanismes économiques ? L'économie politique peut-elle donner des réponses claires à certaines préoccupations propres aux sociétés modernes, ou bien faut-il se raccrocher en désespoir de cause, aux seules politiques économiques ? Une réflexion sur ce qui fonde les principaux concepts économiques s'impose.

Les pages qui suivent sont l'ébauche de réponses à l'ensemble de ces questions. Car nous pensons que seul un dialogue comme celui qui s'amorce ici, notamment dans la table ronde entre des économistes (G. Destanne de Bernis, A. Grjebine et Christian Stoffaës) et un philosophe (Paul Dumouchel), peut faire avancer la réflexion (au même titre que le livre de Georges-Hubert de Radkowski, *Méタmorphose de la valeur*), loin des sentiers battus et des débats stériles. Nous avons conscience que cela est insuffisant, mais il s'agit d'un premier pas. Souhaitons que ce dialogue puisse se poursuivre dans nos colonnes, mais aussi en d'autres lieux.

Patrice Le Roué

Du libéralisme économique en France

ou la Contre - Révolution
au nom du marché

par Alain PARGUEZ

Alain Parguez

Né le 21 octobre 1940, professeur à l'Université de Besançon, professeur auxiliaire à l'Université d'Ottawa, directeur de la collection « Monnaie et Production » d'Economie et Société. Il est l'auteur notamment de *Monnaie et macro-économie*, Economica, 1975 et coauteur de *Economie du déséquilibre*, Economica, 1971.

La Cour et la Ville louent ces héros qui, dans la salle du festin des privilégiés du despotisme keynésien, osent prophétiser le salut de la Nation par l'abjuration du keynésianisme et la soumission au Marché. On loue la Nouvelle Richesse des Nations de Guy Sorman (1), on est transporté par la Machine Egalitaire d'Alain Minc (2). Nul n'ose encore révoquer en doute au nom de la science de l'économie, le grand théorème qui est le cœur du message libéral selon Alain Minc: « Il n'existe qu'une clef à la reprise: la baisse du salaire réel. Hors de cette vérité point de salut » (3).

L'auteur n'étaye son théorème d'aucune démonstration ! Partout, les économistes eussent constaté que rien dans la science positive de l'économie ne permet de justifier en logique le théorème. De ce manque de fondement le libéralisme tire sa force ! Sa vérité est indépendante de toute logique analytique; elle participe de la nature essentielle des choses. Pour Alain Minc, son théorème est tellement naturel qu'il est pure évidence qui s'impose à l'observateur de bonne foi. Nier le théorème de la déflation salariale est impossible; en discuter est inutile: « Chacun aujourd'hui le sait (souligné par moi),

(1) Fayard, Paris, *mais nul ne l'avoue* (...). Si le devoir des salariés est de mettre fin à la 1987.

(2) Grasset, Paris, *seule inégalité vraiment dramatique, le chômage, il passe par l'acceptation d'une baisse brutale du pouvoir d'achat* (...) les *discours économiques*

(3) Alain Minc, *nomiques ne sont que des substituts incantatoires à cette réalité que op. cit., p.44.* l'on croit encore indicible» (4).

(4) Alain Minc, *op. cit., p.44.*

ALAIN PARGUEZ

L'erreur de beaucoup de ceux qui débattent des vertus du libéralisme est de ne pas prendre les textes au sérieux. Ce texte révèle l'esprit du libéralisme français moderne. Il oppose le discours à la simple constatation des faits; quiconque s'interdit tout discours, met entre parenthèses la logique, devient parfaitement naïf, libre de tout jugement préconçu, saisit la vérité et cette vérité est celle qui fonde le théorème; le libéralisme moderne est un anti-rationalisme absolu ! A l'économie scientifique, il substitue une métaphysique ontologique à la Heidegger (5).

Heidegger critiquait les néo-kantiens car leur discours empêche la compréhension de l'être. Les libéraux français rejettent le discours keynésien qui soulève l'absurdité d'un théorème qui nie toutes les lois macro-économiques. Les keynésiens s'interdisent la découverte de l'être de la nature sociale, le Marché. Heidegger attribuait au Philosophe le métier de berger de l'être. Les libéraux à la Alain Minc sont les bergers du Marché ! Le Marché est là; il est présent en tout; les faits concrets en sont la pure émanation: le Marché se contemple, il ne se prouve pas; le Marché est le principe de tout, il ne se définit pas en soi. Le métier de l'économiste selon Alain Minc est humble: il lit en chaque fait le message du Marché; le chômage croît, c'est une manifestation du Marché; les taux d'intérêt montent, le Marché se manifeste; Wall-street chute, le Marché se fait encore entendre ! De cette humilité, l'économiste tire sa gloire car il interprète le message du Marché dont il est la voix, l'oracle. Les libéraux français ne sont pas les fondateurs de cette ontologie économique. Le fondateur est Friedrich Hayek, le grand adversaire de Keynes, l'auteur du libéralisme moderne. Alain Minc, pourtant récuse l'héritage keynésien en un texte étonnant : « *Comme en matière sociale, rien ne s'invente sauf dans la tête des thuriféraires des sociétés construites suivant un concept cher à Hajek* » (sic) (6)(souligné par moi).

A Hayek (Hajek !) on attribue la philosophie sociale que dans toute son oeuvre il rejette le constructivisme (7); Si flagrante est l'erreur qu'elle révèle le sens caché du texte: l'héritage keynésien embarrassé les libéraux les plus modernes, tant d'esprit ils sont keynésiens. Revendiquer l'autorité de Hayek pourrait induire en erreur sur leur méthode. Leur argumentation ne s'impose que si elle peut passer pour être parfaitement naïve; reconnaître l'influence de Hayek serait avouer qu'ils ne sont pas des contemplateurs du réel en soi. L'alternative est de renier Hayek ou de convaincre son lecteur qu'Hayek, lui, est le pur naïf. Nos libéraux progressistes suivent Alain Minc; ils renient Hayek; ils révèlent qu'ils lui doivent tout, ils montrent qu'il leur fait peur, ne passe-t-il pas pour conservateur ?! Ne faut-il pas sans cesse accabler Hayek ?

(5) Sur ce point, voir Bourdieu Pierre (1988) L'ontologie Politique de Martin Heidegger, Paris, les Editions de Minuit.

(6) Alain Minc, op. cit., p.240, notons l'étrange transcription « Hajek » pour « Hayek » !

(7) C'est un des aspects les plus connus de la philosophie hayéenne.

DU LIBERALISME

« Les Etats-Unis sont de ce fait aussi éloignés du modèle à la Hayek (...) que de la France. C'est un marché tempéré par la morale et régulé par le droit » (8), par ce procédé qui impute à Hayek les erreurs qu'il reproche aux libéraux vulgaires (le marché sans droit et morale). Alain Minc étonne tant son lecteur qu'il nous invite à réfléchir sur la conception Hayékiennne du Marché (8). Contrairement à ce qu'Alain Minc écrit, Hayek n'est pas un libéral vulgaire. Il ne conçoit pas la différence entre Marché, Droit, Morale. Il n'a cessé d'insister sur une identité qui est le cœur de sa philosophie sociale: « *Le Marché est le Droit, le Droit est la Morale, le Marché est Morale, le Marché est la Liberté.* »

Le premier, Hayek explicitement rejette comme non pertinent le problème de la compréhension analytique du jeu du Marché par les prix. La tendance à la coordination des plans individuels par les prix doit s'admettre comme une pure évidence allant de soi. Si la société cherche à comprendre, elle fausse ce mécanisme. Le Marché hayékienn relève bien de la métaphysique de Heidegger; le Marché est l'Etre économique. Le réel en soi, le principe d'ordre qui anime la société. L'anti-intellectualisme des libéraux français s'enracine dans l'ontologie hayékiennne du Marché. En toute chose, Hayek voit la présence de l'Etre-Marché. La coordination s'effectue-t-elle, le Marché n'est pas contrarié; constate-t-on que la coordination ne s'effectue pas, le Marché est contrarié par les interventions. Pour Hayek, l'opposition Marché/Intervention reflète l'opposition métaphysique Etre/Raison constructiviste. Par l'intervention, la société vent substituer un système pensé à priori à l'ordre naturel du Monde. L'intervention a pour but de faire échec au jeu du Marché; le Marché assure la coordination; le défaut de coordination révèle à l'observateur la présence d'interventions qui sont échec au Marché. L'ontologie hayékienn procure aux libéraux modernes l'arme ultime contre leurs adversaires. Plus en apparence ils ont tort, le chômage croît toujours plus malgré la libéralisation, plus ils ont raison. L'augmentation du chômage est la preuve de la présence réelle du Marché. Le chômage mesure le degré de violation du mécanisme du Marché par les interventions de ceux qui veulent empêcher le Marché de jouer. La flexibilité du marché du travail n'est pas encore suffisante. Voilà la réponse que souffle Hayek aux libéraux. Purement hayékienn, le théorème d'Alain Minc, Hayek constate que la clef de la reprise est toujours la baisse du salaire réel (9). Puisque le marché existe, il y a toujours un niveau de salaire réel qui serait assez bas pour garantir le plein emploi. Seule la compres-

(8) Alain Minc, op. cit., p.211.

(9) Car elle accroît le fonds d'autofinancement des entreprises ; elle permet d'éliminer le recours au crédit.

ALAIN PARGUEZ

sion du salaire réel assurera la croissance du profit qui garantira l'investissement entraînant la création d'emplois. Pourquoi le revenu réel du travail est-il anormalement élevé, sinon par le fait des interventions qui paralysent le jeu des forces du Marché ?

Alain Minc est bien en droit de nous assener son verdict: la compression du revenu réel du travail s'impose et nul n'a le droit de critiquer l'autorité de la chose jugée par le Marché ! Le jugement est bon au regard de l'économie, de la justice; il contribue à l'avènement de la société de liberté; ses vertus sont proclamées par les libéraux, elles sont prouvées par la métaphysique hayekienne du Marché.

Le théorème de Minc est la marque du rejet ultime de Keynes. Par sa Théorie Générale, Keynes entendait démontrer que la déflation salariale aggrave le chômage car elle comprime le profit global (celui que peuvent se partager les entreprises). Les gains de quelques uns seront plus que compensées par les pertes de la majorité. Keynes avertit son lecteur: ce qui peut être vrai pour une entreprise (le gain retiré de la chute du pouvoir d'achat des salariés) ne l'est jamais à l'échelle de la société, de l'ensemble des entreprises ! Hayek élabore son ontologie du Marché contre le rationalisme keynésien. Il exclut ab initio la logique keynésienne ! Si Keynes a raison, le Marché est nié; or le Marché est la Vérité, donc Keynes a tort. Il est impossible que la déflation salariale ne puisse pas engendrer la croissance requise du profit entraînant l'investissement. Hayek ne s'attarde pas sur la recherche des preuves; il en existe, tel est son enseignement.

Alain Minc est plus hayekien que Hayek lui-même en affirmant que la chute de 5 à 7% du pouvoir d'achat accroîtra assez le rendement anticipé des investissements pour réduire le chômage. Pur acte de foi dans les esprits animaux des entrepreneurs qui sont censés obéir, sans même qu'ils en soient conscients, aux commandements du Marché. La « preuve » n'en est pas une ! Alain Minc ne fait que répéter sous plusieurs formes son théorème « *L'addition des Corporatismes et des lâchetés conduit à jeter un voile pudique sur cette équation seule génératrice d'injustice: l'excès de rémunération des uns crée le chômage des autres* » (10).

Ce glissement du discours économique au moralisme prophétique est un procédé typiquement hayekien mais les disciples de Hayek ignorent la censure à laquelle Hayek se soumet lui-même.

(10) Alain Minc,
op. cit., p.45.

DU LIBERALISME

A la fausse raison constructiviste, Hayek oppose la vraie raison qui est soumission à l'évidence, humble reconnaissance de la spontanéité de l'Etre-Marché. De sa critique philosophique du Constructivisme, Hayek déduit la critique de la raison critique à la Keynes. Le débat Hayek/Keynes évoque celui entre Heidegger et les néo-kantiens à la Cassirer (11). Doutant systématiquement des vérités fondamentales, Keynes, pour Hayek, s'interdit toute représentation scientifiques si par science on entend fondement incontestable. La raison keynésienne pêche par orgueil: elle revendique une conception de la liberté qui est scandaleuse selon Hayek. Etre vraiment libre, est être parfaitemment raisonnable: la raison est s'abandonner passivement aux forces du Marché; la liberté selon Hayek exclut l'orgueil et interdit le doute; la liberté est pleinement vécue par qui reconnaît son impuissance face aux manifestations de l'Etre-du-Monde qui s'objective dans le Marché. La métaphysique libérale aboutit à une conception dualiste de la liberté:

- La liberté absolue, pure, première est l'attribut de l'Etre-du-Monde, le Marché.
- La liberté sociale est l'obéissance aveugle au Marché. Le Marché est source de la Loi; la loi est la transcription des oracles du Marché; la liberté est l'obéissance absolue à la loi édictée par le pouvoir légitime, celui qui constraint la société à se soumettre au Marché.

Contrairement aux libéraux vulgaires, anarchistes, Hayek nie toute opposition entre Liberté et Pouvoir. Il dépasse le conflit par sa théorie de la légitimité. Hayek oppose le pouvoir tyrannique au pouvoir légitime.

- Le pouvoir tyrannique, despotique, arbitraire n'existe que pour soustraire la société au Marché. Ce pouvoir peut formellement être démocratique; essentiellement il est tyrannie s'il agit par interventions.
- Le pouvoir légitime peut formellement ne pas être démocratique ; essentiellement il est libéral s'il s'efforce d'abolir les interventions qui niaient le jeu du Marché.

La métaphysique du Marché aboutit à une nouvelle morale ! La vraie Morale est fondée en son essence par le Marché. Du Marché émane toute règle morale. L'essence de la morale est le bien commun; le jeu du Marché assure le bien commun, la coordination; agir selon le Marché est bien, agir contre le Marché est mal, c'est rechercher un avantage indu, un privilège. L'ontologie hayéenne dépasse tout conflit entre intérêt individuel et moralité:

- Quiconque cherche le plus gros gain sans s'appuyer sur une règle arbitraire, une intervention, est bon puisque la loi du Marché est respectée.

(11) Sur ce débat, voir Bourdieu (1988), op. cit.

ALAIN PARGUEZ

- Son gain est légitime en droit, juste en morale, aussi énorme soit-il.
- Quiconque jouit d'un modeste avantage par l'effet d'une règle qui fait échec au Marché, celui-là agit mal, il jouit d'une richesse d'iniquité !

Qui pourrait nier l'identité du Marché, de la Liberté, du Droit et de la Morale, sinon ceux qui bénéficient des priviléges de l'Etat keynésien ?! Inlassablement, les libéraux comme Alain Minc vont jouer avec l'identité sociale de Hayek et en tirer les plus extrêmes conséquences.

I/ Ils justifient sans réserve la redistribution en faveur des rentiers qui depuis la fin des années soixante-dix afflige l'économie mondiale.

Dans sa théorie des crises, Hayek ne désigne pas les salariés comme les responsables de la crise, il reconnaît le rôle perturbateur des banques (12). Alain Minc opère le tour de force d'en faire le bouc-Emissaire chargé de tous les péchés contre les commandements du Marché. Qui doit répondre du chômage ? Les privilégiés du Pouvoir illégitime et eux seuls ! Qui sont ces privilégiés, sinon ceux qui imposent au pouvoir l'intervention qui leur garantit un revenu indu au regard du Marché ?

Privilégiés, tous les salariés français: leur revenu excède de 5 à 7% le revenu que justifie le Marché; ils bénéficient de ce gain anormal car leurs syndicats font peur aux entrepreneurs qui n'osent pas appliquer la loi du Marché; la force des syndicats est garantie par l'Etat qui repose sur l'ordre des salariés; cet ordre est celui des privilégiés de l'Ancien Régime keynésien, comme la noblesse l'était de l'Ancien Régime monarchique.

Admirs l'habile usage du langage révolutionnaire pour justifier l'appauvrissement des salariés. Tout français se doit de vouloir abolir les priviléges pour continuer le grand combat de 1789; les salariés sont les nouveaux privilégiés; tous les Français se doivent, au nom des idéaux de la République, d'exiger la compression du revenu des salariés qui sont conviés à une nouvelle nuit du 4 août pour se dépoiller de leur salaire comme naguère les nobles de leurs droits féodaux. Dans le syndicalisme, il faut voir la féodalité éternelle écrasant la plèbe des exclus.

Privilégiés parmi les privilégiés, les fonctionnaires ! Pour les dénoncer, Alain Minc trouve le souffle d'un Robespierre à la Convention dénonçant les aristocrates.

(12) Si le Marché joue normalement, il doit assurer l'élimination du pouvoir de crédit des Banques. Hayek est formel. Il dénonce la soif de profit des Banquiers.

DU LIBERALISME

« Dans un monde idéel et fantasmagorique, les fonctionnaires devraient être moins payés et verser davantage d'impôts, en contrepartie de leur protection statutaire. Qu'ils ne craignent rien ! Aucun gouvernement n'est prêt à emprunter ce chemin (...) quel homme public a-t-il déclaré que dans une économie avec plus de 10% de chômeurs, l'emploi à vie pour ce quart de la population est devenu un luxe inacceptable (souligné par moi) » (13).

Son lecteur douterait-il - en quoi le statut de la fonction publique contribue-t-il à l'aggravation du chômage ? - que l'auteur serait en droit de blamer son obscurantisme, son refus des Lumières, son fanatisme. Quiconque est pénétré par l'esprit des Lumières, la métaphysique du Marché, sait que plus grand est le privilège dont on jouit, plus on est responsable du chômage. Les fonctionnaires sont les plus privilégiés; ils sont les plus irresponsables; ils doivent consentir au sacrifice le plus grand pour que s'applique la loi du Marché qui peut atténuer la souffrance des exclus, des chômeurs. Ou bien ils renoncent au statut, le chômage ne les épargne plus, ils subissent le sort commun (le revenu de ceux qui restent employés baisse des 5 à 7% fatidiques), ou bien ils imposent la survie du statut, alors leur revenu doit être amputé de beaucoup plus et ils paient plus d'impôts que tout autre. Les vrais libéraux parient que d'eux-mêmes les fonctionnaires supplieront la Nation d'abroger leur privilège ! L'ontologie du Marché leur permet de restaurer le radicalisme anti-fonctionnaire de l'extrême-droite conservatrice au nom de la morale républicaine la plus avancée.

Les rentiers ne sont-ils pas eux-aussi des privilégiés ? Alain Minc constate l'avènement d'une économie de rentiers depuis la fin des années soixante-dix. En des termes très keynésiens il décrit la renaissance des rentiers au cours des années quatre-vingts, les propriétaires des terres, des bâtiments, les propriétaires du capital financier surtout. En cette classe rentière qui renaît, il faut inclure les banques et toutes les institutions financières qui gèrent et contrôlent le capital financier (Assurances, banques d'investissement etc.). Leur profit est une part énorme du revenu global de la classe des rentiers qui ne cesse de s'accroître au regard de celui de toutes les autres catégories. Alain Minc comprend le processus de l'enrichissement des rentiers:

- Les taux d'intérêt s'accroissent et rien ne peut entraver la tendance à la hausse.
- Ils sont très rigides à la baisse ! La désinflation n'entraîne pas la forte baisse des taux qu'attendaient les économistes bien-pensants.

(13) Alain Minc, op. cit. p.133.

ALAIN PARGUEZ

L'enrichissement des créanciers s'estime par le taux de l'intérêt dit «réel», l'excès du taux nominal sur le taux d'inflation. Partout, le taux d'intérêt réel augmente jusqu'à des niveaux jamais enregistrés depuis les années trente.

- Les cours des actions sont entraînés dans une hausse cumulative, Hayek parlerait d'une hausse «à la Desperado», Keynes d'une inflation de capital
- les loyers et autres rentes foncières montent sans limite !

Suite à ce diagnostic lucide, le lecteur s'attend à la dénonciation du «*luxe inacceptable*» que constitue l'enrichissement des rentiers «dans une économie avec plus de 10% de chômeurs». Il est prêt à suivre la croisade libéral contre ces super-privilégiés que sont les rentiers qui s'enrichissent quand augmente la classe des exclus. Il veut admirer l'audace de celui qui concevra «le monde idéal» où les rentiers seront dépouillés de leur privilège. Notre lecteur est stupéfié: non, leur dit Alain Minc, les rentiers ne sont pas des privilégiés! Leur enrichissement n'est pas le fruit d'une exemption de la loi du Marché: il est parfaitement légitime; il est moral; sauf pour l'ignorant, ce n'est pas un «*luxe inacceptable*»! la hausse du taux de la rente financière révèle que sur le marché du capital la demande est chroniquement supérieure à l'offre. L'épargne fixe le quantum du capital disponible c'est-à-dire les fonds que doivent se partager les entreprises, l'Etat (qui doit financer son déficit) et l'extérieur. La survie de l'Etat keynésien aux Etats-Unis accroît hors de toute mesure le déficit; pour financer cette folle demande de capital, il faut attirer une épargne limitée et réticente: force est de laisser le Marché éléver les taux d'intérêt au point qu'il assure aux rentiers une rente toujours plus importante. Cette rente, ils la placent de préférence sur les marchés des actions; la hausse des taux d'intérêt pousse à la hausse des cours, une nouvelle source de richesse jaillit du Marché pour les rentiers. Sans qu'ils l'aient voulu, les rentiers sont comblés par la manne que leur envoie le Marché. Une autre source de richesse jaillit! Tous les ménages lucides savent que le système étatique de retraite est condamné à la faillite. Pour couvrir son abyssal besoin de financement, il faudrait tant augmenter le prélèvement fiscal (vrai ou déguisé en cotisations) qu'on achèverait de paralyser la société. Force est de prévoir la compression des retraites publiques; il faut recourir aux assurances privées; leurs ressources augmentent, elles sont placées en actions, les cours sont encore plus en hausse quel que soit l'état de l'économie réelle. Le Marché exige la substitution de l'assurance privée au système étatique; le Marché impose la hausse des taux d'intérêt; le Marché force les rentiers à s'enrichir; les rentiers ne sont pas des privilégiés;

aucun sacrifice ne peut être exigé des rentiers. La démonstration étonne par sa virtuosité. Elle permet d'énoncer la maxime suivante:

Le revenu des salariés, surtout s'ils sont fonctionnaires est un «luxe inacceptable», la fortune des rentiers est un gain légitime que le moraliste accepte.

Jamais Hayek n'eût osé réhabiliter ainsi les rentiers. Les libéraux modernes ignorent l'auto-censure du grand théoricien. De sa vision du Marché, Hayek déduit la restauration de l'antique conception «fondiste» du capital. La source normale du financement de l'investissement est le fonds de capital qui provient de l'épargne-abstinence. Pour financer son déficit, l'Etat doit détourner une part de ce fonds de son usage légitime. Le taux de l'intérêt s'établit au niveau qui ajuste la demande de capital à l'offre disponible (épargne). Hayek en déduit que, en soi le déficit du Budget évalue la demande excessive de capital entraînée par le maintien de l'Etat keynésien; le déficit doit accroître le taux d'intérêt, c'est la preuve du jeu du Marché.

(14) Alain Minc, op. cit. p.40.

(15) Alain Minc, op. cit. p.116.

(16) En ce sens, voir le livre fondamental : Greiber William (1987) : *Secret of the Temple, How the Federal Reserve Runs the Country*, Simon and Schuster, New York (798 pages). Ce livre apporte la preuve ultime de l'absurdité de l'explication de la hausse des taux d'intérêt par le déficit budgétaire américain.

(17) Tous les «experts» de gauche ne cessent de vitupérer le déficit américain et le laxisme de l'Administration Reagan. Sur ce ralliement des «experts de gauche» à la vieille orthodoxie budgétaire, voir Parguez Alain, Seccarecua Mario (1988) «On lett-Wing Neo Conservatism» Studies in Political Economy, Toronto, n°2.

Aussi, en affirmant que «les Etats-Unis ont perdu leur bel élan des dernières années: prisonniers d'un déficit budgétaire qui maintient des taux d'intérêt élevés» (14) «l'ampleur des déficits budgétaires (conduit) inévitablement à maintenir des taux réels, sauf à voir l'épargne se refuser au Trésor Public» (souligné par moi)» (15), Alain Minc fait-il du pur Hayek ! Si farouche est leur croyance en la métaphysique du Marché, que les libéraux ne peuvent concevoir que soit nié le dogme du fonds d'épargne. Ils ignorent tous les faits qui démentent la théorie hayéenne de l'épargne. Tous les observateurs sans parti pris (16) savent que la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis a été le fruit d'une décision délibérée du «Federal Reserve Board» qui n'avait rien à voir avec les déficits. Paul Volcker voulait provoquer une dépression assez forte pour rassurer les esprits animaux des rentiers (les banques). L'expérience américaine justifie l'explication keynésienne de la hausse des taux d'intérêt. Plus les déficits apparents ont augmenté, plus les taux d'intérêt ont pu être abaissés. Voilà les faits ! Voilà la preuve ultime de la nature métaphysique du libéralisme. Le vrai réel est celui qui se déduit des jeux de l'Etre-Marché, le reste n'est que mensonge... Admis ce dépassement heideggerien de l'opposition réel/théorique, nul ne peut plus s'indigner de la réhabilitation des rentiers. Les libéraux sont plus hayéiens que Hayek et plus logiques que tous ces experts de gauche qui acceptent comme évidence la théorie fondiste mais n'osent pas en tirer les conséquences (17).

ALAIN PARGUEZ

II/ Ils légitiment la réorganisation du corps social qui devraient assurer la stabilité de l'Economie de Rentiers.

Jamais, Hayek ne renonce à la vision d'un avenir heureux ! Par leur sacrifice, les salariés contribuent à la convergence sur le plein emploi. Alain Minc et les libéraux progressistes proclament leur pessimisme; Hayek s'en étonnerait. Alain Minc nous dépeint un futur qui ne laisse aucun espoir aux salariés. Rien ne permet de garantir la création d'emplois qui résorberait le chômage, aussi formidable soit le sacrifice auquel consentent les salariés. Non, contrairement à Hayek, Alain Minc ne croit pas que le fait de comprimer de 5 à 7% le pouvoir d'achat des salariés permette de rétablir en France le plein-emploi dans un avenir prévisible.

La déflation salariale n'a qu'un but : inciter les entrepreneurs à ne pas réduire exagérément l'emploi: « *En période de taux d'intérêt réel (élévé ?) et de progrès technologique (?), le vieux théorème de Schmidt est faux (...) (la) difficulté est de trouver des investissements suffisamment rentables pour supporter des taux réels de 5% (...) L'équation est sans solution aussi longtemps que le coût du travail ne diminue pas. C'est le seul antidote à des taux réels (positifs ?) et l'unique moyen d'améliorer la rentabilité des investissements générateurs d'emplois* » (18) (parenthèses de moi, souligné par moi).

De Hayek au « *théorème de Schmidt* », de ce dernier au « *théorème de Minc* », le libéralisme se dégrade; une théorie scientifique se métamorphose en une exaltation cynique de l'ordre établi. Cette métamorphose se lit dans le texte : les taux d'intérêts réels s'élèvent et rien ne les fera baisser, c'est la volonté du Marché (1); rationnels, les entrepreneurs se conforment aux lois du Marché en refusant d'investir s'ils ne peuvent parier au moins sur un taux de rendement égal au taux réel moyen (2); aucun investissement n'assure ce taux à moins qu'il ne vise la compression massive de l'emploi (3); seule une déflation salariale au moins égal au taux réel d'intérêt permettrait d'inciter les libres entrepreneurs à ne pas accélérer la suppression de l'emploi (4) ! Cet enchaînement nous révèle le sens intime du programme du libéralisme français: Tout est exigé des salariés, rien des rentiers, rien des entrepreneurs. Plus les rentiers s'enrichissent, plus il faut couper dans le revenu du travail; plus les entrepreneurs agissent comme des rentiers, plus la déflation des salaires qui, peut-être, préviendrait la croissance du chômage est importante.

(18) Alain Minc,
op. cit. p.116.

DU LIBERALISME

Ni Guy Sorman, ni Alain Minc n'envisagent la moindre mesure pour limiter ce pouvoir des rentiers. Le plus scrupuleux des lecteurs ne trouve rien dans les commandements du Marché qui lui fasse espérer cette euthanasie des rentiers que Keynes privilégiait. La litanie du « *laxisme Américain* » ne tient pas lieu de politique économique.

La « *pérennité des rentiers* » étant certaine, nos libéraux s'inquiètent ! Comment maintenir un ordre social qui arrache tout espoir à la majorité de la population ? Aux salariés, cette « *immense* » classe moyenne, Alain Minc ne promet que pouvoir d'achat décroissant et chômage croissant ! La société capitaliste s'imposait car elle garantissait l'enrichissement du plus grand nombre, une répartition plus ou moins fondée sur l'efficacité, la démocratie enfin. Au nom du Marché, renonçons à l'enrichissement, la rigueur s'impose pour fort longtemps ; le Marché enrichit les rentiers, comble les propriétaires du capital foncier, les banques, les entrepreneurs sans esprit d'entreprise ; il avantage les improductifs, il ignore la norme d'efficacité. Que reste-t-il de la démocratie dans une société de plus en plus hiérarchisée où au travers du Marché la classe des rentiers impose sa loi, au prix d'un appauvrissement croissant le plus grand nombre ? Les libéraux ne peuvent plus compter sur la résignation que permettait l'antique morale chrétienne (19). Ils renoncent même à l'optimisme hayéien. Toujours croissant sera le nombre des exclus ; les chômeurs, ceux qui sont condamnés par le Marché. Force est d'imaginer le moyen d'entretenir ce nouveau prolétariat sans renoncer à l'objectif suprême de l'orthodoxie financière qui impose l'équilibre des comptes de l'Etat. Pour préserver l'ordre rentier, Alain Minc et les libéraux de progrès exigent l'avènement d'un Nouvel Etat de bien-être qui serait conforme à la loi du Marché. Trois principes animent l'Etat de bien-être libéral :

- (19) Alain Minc, op. cit. p.257. 1./ Il garantit à tous les exclus un revenu minimum.
« Les pesanteurs judéo-chrétiennes et marxistes n'ont 2./ Il rembourse les coûts de l'adaptation au Marché (stages, frais pas toutes disparus, d'installation dans une nouvelle résidence). qui faisaient du travail la valeur cardinale ». 3./ Il finance ses dépenses par l'accroissement du prélèvement sur le revenu de ceux qui ont préservé leur emploi. Les « nantis » paieront pour les « exclus », la morale « républicaine » est sauve.
- J u d é o - christianisme et du Marxisme ! (20) Alain Minc, op. cit. p.262.
- Ces principes légitiment la transformation définitive de la société en un modèle d'accumulation par le tribut (20). Déjà appauvris, les salariés sont soumis au prélèvement d'un énorme tribut dont

ALAIN PARGUEZ

l'ampleur est à la mesure de l'armée des exclus qui grandit toujours plus. Rien n'est prévu pour réduire l'exclusion puisque les exclus sont victimes de l'économie des rentiers que le Nouvel Etat de Bien-Etre défend. A la longue, ce type de société n'est pas viable dans un pays où le revenu moyen est encore bas. Constater ce fait serait nier l'esprit du Marché, ce que nul ne peut oser faire s'il n'est pas fou. Le discours libéral se protège contre toute critique !

III/Le libéralisme français moderne est le stade suprême de l'irrationnalisme social.

Par sa méthode anti-intellectualiste, il justifie la lutte à outrance contre la raison critique qui ne peut qu'empêcher le corps social de contempler l'intime vérité du Marché. Ou les clercs croient au Marché et ils s'inclinent devant les exigences des libéraux, ou ils mentent, ils trompent la société, et il faut les ignorer et les réduire au silence. Tout le système d'enseignement doit se soumettre à la vérité du Marché; la réforme des esprits achèvera celle des institutions. Le Marché étant le Progrès au regard du passé despote, au nom du Progrès les libéraux énoncent avec Alain Minc les deux commandements de la grande révolution intellectuelle:

- L'Enseignement doit s'adapter aux exigences du Marché.
- L'Enseignement doit s'ouvrir sur la culture vivante.

«(Ceci) signifie la réhabilitation de l'enseignement technique aux côtés de l'enseignement général, au nom de la certitude (souligné par moi) qu'un technicien décemment formé aura plus d'avenir qu'un généraliste chômeur (20).

«Le système scolaire a perdu le monopole de la formation, les médias, l'air ambiant, le bouche à oreille en apprennent souvent aux enfants autant que les bonnes vieilles leçons. A force de répondre à cette concurrence sauvage en s'enfermant dans un modèle pédagogique en forme de Fort Alamo, l'Education Nationale se condamne à terme. D'où la nécessité pour elle de s'ouvrir et de mettre bas les cloisons artificielles qui la séparent du monde environnant » (21).

Textes qui fascinent par leur franchise ! Le premier ignore tout l'acquis des études sur l'économie de l'éducation qui démontrent l'absurdité du théorème: un généraliste est un chômeur. Le pire pour les libéraux est que ces études se fondent sur l'expérience des Etats- (21) Alain Minc, op. cit., p. 262.

DU LIBERALISME

Unis (22). Le deuxième texte ressuscite la vieille idéologie réactionnaire à la Spengler, qui opposait vie et culture, vraie culture et fausse culture. La culture vraie est à l'écoute de la vie, l'autre, la mensongère ignore le jaillissement spontané de la vie, c'est celle des clercs, des conservateurs, des privilégiés ! La vie est le Marché, le Marché est la vie, la culture est le Marché, le Marché est la culture... Or le Marché est aussi l'économie des rentiers. La vraie culture est celle qui inculque la pérennité de l'économie des rentiers. A l'écoute de la vie, l'enseignement aura pour morale civique les commandements du Marché. Les nouveaux citoyens du Marché souverain ne concevront même plus la possibilité de douter des slogans qui assurent l'ordre social, les fonctionnaires sont des privilégiés, tout salarié est un privilégié, ne pas être chômeur est un luxe dont il faut rendre raison. Les victimes sont les auteurs de la faute.

Dans *La Harpe et l'Ombre* Alejo Carpentier nous montre le futur pape Pie IX, angoissé, à la recherche de la stratégie qui permettrait à l'Eglise de vaincre, en Amérique Latine, les libéraux qui se réclament des Lumières et de 1789. Un jour, la révélation survient: pour écraser les libéraux, il faut proclamer que l'on est libéral, plus progressiste, plus égalitaire. Dans le roman, ce sont les Jésuites qui livrent à l'Eglise de la Contre-Révolution le secret qui assure la pérennité de son Pouvoir; à leur école, le futur pape apprend comment détourner le langage de ses adversaires pour, contre eux, retourner les grands idéaux des Lumières et de 1789: sans cesse il faut répéter qu'ils sont vieux, archaïques, dépassés; toujours il faut proclamer que ces libéraux sont les ennemis de la vraie égalité, de la vraie liberté; ils sont les vrais privilégiés qu'il faut dénoncer au nom de l'égalité véritable.

(22) Voir par exemple le remarquable article de Ranson Baldwin (1986) «Planning Education for Economic Progress : Distinguishing occupational Demands from Technological Possibilities», *Journal Economic Issues* n°4.

Les libéraux en France aujourd'hui jurent qu'ils sont «de progrès», sinon «de gauche», fidèles disciples en leur combat de Pie IX. Leurs écrits sont le *Syllabus dans la France de l'ère des Rentiers*. Leur libéralisme est étranger au libéralisme de Smith, de Tocqueville, de J.B. Say même. Il nie la tradition libérale anglo-saxonne pour imposer la tradition d'un libéralisme anti-libéral, un libéralisme ennemi des libertés, un libéralisme qui rend la société esclave de ceux qui parlent au nom du Marché. Il opère la subversion radicale de la morale en énonçant que le plus absolu des impératifs de la morale est de soumettre aux décisions du Marché, le

DU LIBERALISME

mot qui masque le jeu de la classe rentière dirigeante. Heidegger voulait retourner au vrai Kant pour écarter les néo-kantiens rationalistes. Alain Minc convie la société à retourner à Kant, au vrai Kant, au Kant de l'Ethique (23). Doutons que Kant eut approuvé l'immoralisme moralisateur de ses disciples ! Que Kant soit invoqué comme le saint patron de l'Ordre Rentier est la plus bizarre conséquence de la grande révolution culturelle conduite au nom du Marché. Idéologie légitimant le déclin de la société. Programme jouant l'absorption du corps social français dans une sorte d'Etat Universel du Marché, le succès du libéralisme à la française révèle à coup sûr le déclin de la pensée en France aujourd'hui !

Alain PARGUEZ

(23) Alain Minc,
op. cit. p. 238. La
Nouvelle Morale
Kantienne est bien
sûr libérée des
entraves du
christianisme...
Une étude
s'impose sur
l'anti-
christianisme des
libéraux mo-
dernes.

Crise économique crise de l'économie

Réflexion à quatre voix

Cité: En 1932, Lionel Robbins, définissait l'économie comme étant « la science qui étudie le comportement humain comme une relation entre des fins et des moyens rares à usages alternatifs ». Dans la foulée du mouvement contestataire des années 70, Jacques Attali et Marc Guillaume préféraient voir dans l'économie « l'étude des mécanismes de production, d'échange et de consommation dans une structure sociale donnée, et des interdépendances entre ces mécanismes et cette structure ».

Enfin, dans sa contribution à L'enfer des choses (1), Jean-Pierre Dupuy écrit: « La logique abstraite de l'équivalence et de la valeur d'échange semble en opposition totale avec la logique de la mimésis d'appropriation. d'objets uniques n'ayant « pas de prix » pour leur possesseur, la première fait des marchandises commensurables à n'importe quelle valeur d'échange qui traîne sur les places publiques de la société de consommation. Dans le magma le plus indifférencié, la seconde est capable de découper l'objet unique que rien, pour personne, ne pourra remplacer. Mon hypothèse est que l'économie réalise l'articulation de ces deux logiques, et que c'est là qu'il faut chercher la clef de l'étonnante résistance du monde moderne au déchainement mimétique. L'économie est certes l'institution de la guerre de tous contre tous, et peut-être la plus violente qui fut jamais, mais c'est aussi cette canalisation de diamètre croissant dans laquelle le trop-plein d'énergie mimétique vient se déverser, évitant au réservoir qui contient les affrontements entre les hommes d'exploser irrémédiablement. Cette « ambivalence » de l'économie - dispositif qui tend à faire échec à la violence et débouche sur une autre violence - est cependant totalement étrangère à l'ambivalence du sacré. Le mécanisme en jeu est tout autre et, loin de redifférencier le tissu social, l'extension du règne de la marchandise détruit toujours plus les dernières différences qui séparent les hommes. »

De ces trois approches, laquelle vous semble correspondre le mieux à l'état d'avancement de la recherche en science économique ?

(1) Le Seuil
(1979)

TABLE RONDE

Après avoir abordé la question de l'objet, on pourra se demander si l'économie peut prétendre au statut de science ou si elle doit se contenter d'être une «économie d'intention scientifique», comme disait François Perroux ? Alors se poseront les problèmes de méthode...

Paul Dumouchel: Les deux définitions ne sont pas entièrement contradictoires. La science économique est à la fois la science des comportements rationnels des agents face à des biens rares et la science des systèmes sociaux qui en émergent. C'est l'étude des agents économiques pris individuellement et des mécanismes qui résultent de l'interaction entre individus.

Contrairement aux apparences, la troisième approche est on ne peut plus classique. Bien que nous l'ayons défendu, Jean-Pierre Dupuy et moi-même, cet angle d'attaque est sous-jacent à la grande tradition de l'économie politique et à la relecture qu'en a donné Hirschman pour qui le succès de l'économie comme discipline est du en premier lieu à la transformation du monde, de sorte que l'économie moderne soit rendue possible, et en second lieu au fait que l'économie se soit présentée comme étant capable de résoudre, non pas les problèmes économiques, mais le problème politique primordial, celui de la paix à l'intérieur de la société. La question qui se pose, devient alors celle de savoir comment un système social - celui des échanges de biens - peut aussi servir à cette deuxième fonction qu'on attribue généralement à l'économie. Je pense qu'il faut soulever les deux questions en même temps.

Christian Stoffaës: Je crois pour ma part, qu'il y a dans l'économie, un aspect scientifique (la rationalité, l'efficacité,...), mais aussi un aspect politique. Dans la mesure où l'économie est une science sociale, il y a toujours un élément de propagande qui intervient pour agir sur décision de la société, et créer ainsi des visions du monde qui orienteront les milieux politiques et les gouvernements. Certes, il s'agit de la plus scientifique des sciences sociales, car elle dispose d'un certain nombre d'outils mathématiques - et en ce sens elle a tous les attributs d'une science - mais elle reste en même temps profondément idéologique.

Comme un certains nombre de «vérités scientifiques» sont en train de s'effondrer, il devient nécessaire de créer un nouveau paradigme. Cela amène à se poser des questions épistémologiques sur la nature de l'économie.

Gérard Destanne de Bernis: Je voudrais avant toute chose, revenir sur le mot de «science». Dans cette maison (2), François Perroux nous a toujours appris, à juste titre, qu'il était un peu prétentieux de parler de «science économique». Il parlait «d'économie d'intention scientifique» ou de «savoirs scientifiquement contrôlés».

On ne peut pas remettre en cause le fait qu'il y ait «intention scientifique», mais quand il substituait à la science économique, l'expression de «savoirs scientifiquement contrôlés», il montrait bien qu'en matière

(2) L'Institut des Sciences Mathématiques et Économiques appliquées qui a permis à Patrice Le Roué d'organiser cette table ronde.

COMPRENDRE LA CRISE

économique, certains phénomènes sont parfaitement connus, que d'autres restent à découvrir ou qu'on ne connaît que de manière imparfaite, et que pour l'instant, il n'y a pas de science économique parfaitement constituée.

D'autre part, toute l'histoire de la pensée économique étant celle d'un conflit entre courants de pensée, comment parler de «paradigme» en économie ?

Le travail des économistes est de savoir, dans un champ particulier de la réalité sociale, comment les hommes organisent leur production pour la satisfaction de leurs besoins. Se pose alors le problème de la politique économique. Et d'emblée, je considère que celle-ci n'entre pas dans le champ de la politique économique. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il ne faille pas faire la théorie économique de la politique économique, parce que, en tant qu'économiste, j'ai aussi à comprendre pourquoi les gouvernements mènent la politique économique qu'ils mènent. C'est une autre chose de dire quelles politiques doivent être suivies. Car cette question implique qu'on ait préalablement défini des objectifs. Or ces objectifs ne sont pas forcément reconnus par tous. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une société conflictuelle, dans laquelle il ne peut y avoir un objectif unique pour l'ensemble des individus qui la composent.

Par conséquent, la politique économique est un problème de politique, et si je peux comprendre pourquoi on mène telle politique plutôt que telle autre, je ne peux absolument pas dire que les politiques ont échoué et que leur échec pose un problème à la science économique.

Les politiques économiques et leurs effets ne sont que le reflet de ce que désiraient les gouvernements. Il ne faut pas raisonner comme si les gens qui nous gouvernent étaient débiles. Quels qu'ils soient, ils savent ce qu'ils veulent, et les résultats qu'ils obtiennent sont conformes aux objectifs de départ.

J'insiste sur cet aspect: les économistes n'ont pas à dire au pouvoir ce qu'il doit faire. En revanche, s'ils essayaient d'expliquer ce qui se passe dans ce champ particulier de la réalité sociale, je crois que ceux qui élaborent des politiques, le feraient peut-être de manière plus intelligente et efficace. Mais c'est un tout autre problème.

André Grjebine: Je partirai des mêmes prémisses que Gérard Destanne de Bernis pour arriver à des conclusions différentes. Il me semble que l'objectif de l'économie est d'améliorer la vie matérielle des gens et que le critère primordial est l'efficacité pour l'action que l'on peut en déduire. Ainsi, pour moi, l'économie n'a de sens que par rapport à une politique économique.

Il a fait partie du cabinet d'Alain Madelin au ministère de l'industrie avant de rejoindre, le 17 mai dernier, la direction des études économiques d'EDF. Je crois malheureusement, que les hommes politiques ne savent pas, ou n'obtiennent pas, toujours, ce qu'ils veulent - en tout cas ces dernières années - ni par imbécilité, ni par mauvaise volonté, mais parce qu'il y a insuffisance de l'analyse économique. Et là, je comparerais l'économie à la médecine. Dans les deux domaines, il existe un certain nombre d'acquis, mais aussi des incertitudes, et c'est sur ces incertitudes que se porte le débat.



Christian Stoffaës

Né en 1947. Polytechnicien, diplômé de Harvard et ingénieur des Mines, il enseigne la politique industrielle à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le redéploiement industriel et la politique économique. Récemment il a publié «Fins de monde» (Odile Jacob, Paris 1987).

Il a fait partie du cabinet d'Alain Madelin au ministère de l'industrie avant de rejoindre, le 17 mai dernier, la direction des études économiques d'EDF.

TABLE RONDE

Je suis cependant d'accord pour dire qu'il n'y a jamais eu de consensus. On peut simplement dire qu'il y a eu, à telle ou telle époque, des idées dominantes, et que manifestement on ne fait que changer d'idée dominante.

C'est peut-être une des grandes difficultés de l'économie. La première est de ne pas être une science exacte, la seconde est que le débat a lieu sur la place publique. Les idéologies s'en emparent et l'expérimentation devient presqu'impossible; même lorsqu'elle est possible, elle est rarement faite. Le problème essentiel est le passage à l'acte, c'est-à-dire le passage de l'économie à la politique; ce qui constitue, me semble-t-il, l'économie politique.

Christian Stoffaës: Dans toutes les sciences, les chercheurs lancent des idées qui sont ensuite reprises par les politiques: regardez l'exemple d'Einstein et de la bombe atomique. Ceci est encore plus vrai pour les sciences sociales. Tout le monde aujourd'hui se moquerait de Keynes s'il était resté universitaire. Or, il est devenu un grand enjeu de discussion, parce que des gouvernements et des forces sociales se sont emparés de ses idées pour en faire une politique. On ne peut donc pas tracer une frontière étanche entre l'économie politique et la politique économique.

Sur la question des paradigmes, je pense qu'effectivement, il y a toujours eu chez les économistes, des conflits doctrinaux. En revanche, dans certains pays ou au sein de certaines couches sociales, il y a eu consensus. Dans les années 50-60, on peut dire qu'il existait, dans les pays occidentaux, un consensus autour des idées keynésiennes. Cela ne veut pas dire pour autant, que des partis politiques ou des économistes ne développaient pas parallèlement des thèses marxistes ou néo-classiques. Aujourd'hui, ce consensus n'existe plus. De même que dans les années qui ont suivi la décolonisation, il y avait, dans les pays du tiers-monde, un consensus en faveur des théories des pôles de développement. Cela a changé. Je reconnais qu'il s'agit là d'un point de vue assez subjectif, et qu'il n'est pas évident de mesurer le consensus autour d'une idée économique dans une société.

Paul Dumouchel: Les économistes ayant fait acte d'humilité en disant que l'économie n'était pas une science, en tant que philosophe, j'ai envie de demander: pourquoi ne serait-elle pas une science ? J'ai une conception assez humble des sciences, et je pense que l'ensemble des sciences est confronté à des problèmes d'incertitude, de remise en cause, de manque de consensus. Au sujet du paradigme la vision kuhnienne des sciences est d'ailleurs relativement ambiguë, puisqu'il faut tenir compte du niveau auquel le consensus se définit. Il est bien entendu que celui-ci peut se différencier du niveau de consensus général. Dès lors, je ne vois pas de difficulté à dire que l'économie est une science. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit aussi avancée qu'on le voudrait. Le fait d'affirmer qu'il y a une «économie d'intention scientifique», et que celle-ci partage certaines méthodes avec d'autres sciences, suffit pour qu'un philosophe range



André Grjebine

Né en 1948. Docteur d'Etat ès-sciences économiques, André Grjebine mène de front une triple carrière de journaliste, professeur et chercheur.

Journaliste, il fait ses premières armes à la fin des années soixante au service économique du journal «Combat». Depuis, il a publié de nombreuses tribunes libres dans «Le Monde», et récemment dans «Libération». Il collabore aussi de façon régulière à «Science et vie économie».

Professeur, il est Maître de conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il est par ailleurs, chargé de recherche au CERI (Centre d'Etudes de Recherches Internationales) à la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

COMPRENDRE LA CRISE

l'économie comme une science. Etant donné la structure de sa communauté scientifique, cela me semble aussi vrai.

Le problème du rapport entre cette science et la façon dont elle est ensuite reprise par les pouvoirs politiques ou certaines couches sociales, est de la plus grande importance. La séparation qu'a faite M. Destanne de Bernis entre la compréhension d'une part, et les politiques économiques,

En 1973, il publie, en collaboration avec son oncle Tovy Grjebine, *La réforme du système monétaire international* (P.U.F.). Son deuxième livre, *La nouvelle économie internationale* (P.U.F., Paris, 1986) en est à sa troisième édition. D'autre part, me semble justifiée, mais non représentative de l'état des choses dans la société tout entière. En d'autres termes, ce clivage ne paraît pas révéler ce qui se passe réellement dans la profession des économistes, mais aussi pour leurs «clients». Il faut bien voir que ce qui est vrai pour l'économie, l'est depuis l'après-guerre, pour les autres sciences. De plus en plus, celles-ci ont tendance à se fourvoyer dans des débats qui les font s'éloigner de leur spécificité. Observez la manière dont la recherche est subventionnée à l'heure actuelle.

Enfin, pour revenir au point de départ, je vois une différence fondamentale entre l'économie politique (au sens classique, celui des pères fondateurs), et la science économique, dans la mesure où l'économie politique se voulait une politique. De là vient en partie son succès comme discipline. Quand Jean-Pierre Dupuy et moi avons dit que l'économie pouvait jouer le rôle d'un mécanisme de défense contre la violence, cela ne voulait pas dire que c'était la science économique qui jouait ce rôle...

Christian Stoffaës: ...Mais l'usage qu'on en fait ?

Paul Dumouchel: Ce n'est pas non plus l'usage qu'on en fait, il ne s'agit pas de débats idéologiques. La science économique s'adresse à un certain nombre de pratiques, et les conditions sociales pour que ces pratiques existent, ne sont remplies que dans quelques sociétés. J'appellerai donc économie les mécanismes sociaux par lesquels ces conditions sociales sont elles-mêmes remplies. Je veux dire par là, que le comportement de l'homo-oconomicus peut très bien s'appliquer à certaines situations, mais que cela suppose qu'un ensemble de prescriptions ou de prohibitions ait disparu. Ces conditions ne sont pas toujours satisfaites dans toutes les sociétés que nous connaissons. En ce sens, la science économique est aussi une science historique.

Gérard Destanne de Bernis: C'est important qu'on soit d'accord pour dire que l'économie est une science historique. Cela implique que le temps a un contenu.

Pour ce qui est d'une science et de son usage, les atomistes ont déjà été confrontés à ce dilemme. Il y a eu une prise de conscience de ce qu'il ne fallait pas faire, mais dans le même temps, il était nécessaire de faire avancer la science, indépendamment de l'usage qui en était fait. Je ne dis pas qu'ils ont bien tranché tous les problèmes. Mais, bien avant les économistes, ils ont fait la distinction entre la recherche scientifique et l'utilisation ultérieure qui en est faite.

TABLE RONDE

D'autre part, je suis assez sensible à ce qu'a dit Paul Dumouchel et je reprendrais volontiers certains de ses propos. Cependant, il a supposé résolu les questions de méthode. Or, il n'en est rien. Le conflit entre les économistes est avant tout d'ordre méthodologique. Il y a deux méthodes radicalement divergentes (l'axiomatique et l'analytique) que rien ne peut réconcilier. Cela ne veut pas dire que la méthode axiomatique n'est pas capable de se saisir de tous les problèmes: l'équilibre économique général est un concept suffisamment large, pour qu'on puisse y intégrer tous les éléments qu'on souhaite. Ce qui m'intéresse dans cette notion, c'est qu'elle prétend livrer des conclusions politiques. Ceci est assez étonnant et mériterait qu'on s'y arrête un instant.

Très fréquemment, des économistes déduisent de l'analyse en termes d'équilibre général, une série de recommandations. Or, la seule chose que l'on puisse apprendre de ce type d'étude c'est que nous ne sommes pas en situation d'équilibre !

Mieux encore, si l'on est un tout petit peu plus rigoureux, en dehors de l'équilibre général, on ne peut rien savoir. A partir de là, l'affirmation suivant laquelle les politiques économiques doivent se déduire de l'équilibre général, est anti-scientifique. On pose toute une série de contraintes à l'équilibre (vous connaissez la longue liste des hypothèses restrictives), dont on sait pertinemment qu'elles ne sont pas remplies dans le réel, et on veut en tirer des conclusions politiques. Il y a dans ce cas un abus de l'outil qui est frappant. A tel point que les économistes qui raisonnent en termes d'équilibre général, abordent les problèmes concrets de façon empirique, parce que les concepts qui permettent de passer au réel n'existent pas. Donc, lorsque Paul Dumouchel présuppose qu'il y a accord sur la méthodologie, je crois qu'il se trompe, et je suis persuadé pour ma part, qu'il ne peut y avoir réconciliation entre les deux écoles.

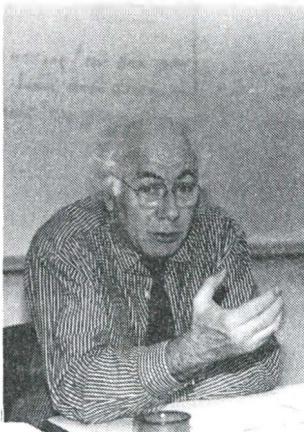
Christian Stoffaës: Cela peut aussi s'appliquer au modèle keynésien.

Gérard Destanne de Bernis: Cela peut s'appliquer à tous les modèles, j'ai pris celui-ci, mais j'aurais pu en prendre un autre. Toutefois, le modèle keynésien n'est pas axiomatique.

Christian Stoffaës: Il priviliege quand même un angle de vue. Pour Keynes, les relations entre les grands agrégats comptent avant tout.

Gérard Destanne de Bernis: Ce n'est pas un axiome. L'axiomatique est l'équilibre et la représentation de l'économie. La question que je pose est la suivante: qu'est-ce-qui permet de construire l'équilibre ?

Christian Stoffaës: Le modèle keynésien correspond tout à fait à cela. Les relations entre les grands agrégats sont la représentation pertinente de l'économie. Ces concepts ont eu du succès parce qu'ils ont rencontré l'idéologie des classes sociales montantes des années 30 et de l'immédiat



Gérard Destanne
de Bernis

Né en 1928 à Bordeaux. Agrégé des Facultés de Droit et de Sciences-Economiques, licencié ès-Lettres et diplômé de l'Institut d'études Politique de Paris.

En 1953, il est chargé de cours à la Faculté Libre de Droit de Lille, puis de 1954 à 1959, il enseigne à l'Institut de Hautes Etudes de Tunis, avant d'être nommé professeur à la Faculté de Droit et de Sciences Economiques de Grenoble.

Disciple de François Perroux, il succède à celui-ci à la tête de l'Institut de Sciences Mathématiques et Économiques Appliquées (ISMEA), en 1982.

COMPRENDRE LA CRISE

après-guerre, qui se sont emparées des agrégats pour mettre en œuvre des politiques économiques qui leur seyaient.

Friedman dit que les équations mathématiques du modèle keynésien ont fourni un argumentaire aux forces sociales organisées, pour mettre les banques centrales au service de la politique économique. Je pense, qu'effectivement, il fallait un argumentaire pour convaincre la banque d'Angleterre de se mettre au service du gouvernement travailliste de l'époque. C'est uniquement pour cette raison que les idées keynésiennes ont eu du succès; sinon, elles seraient restées un beau monument intellectuel.

Il en est de même de la théorie des pôles de développement chère au professeur Destanne de Bernis. Celle-ci a été influencée par la décolonisation politique qui intervient juste avant la décolonisation économique. Je partage tout à fait ce qui a été dit sur le modèle d'équilibre économique général, je voudrais simplement préciser qu'on peut en dire autant de l'ensemble des doctrines économiques qui ont influencé des politiques économiques.

André Grjebine: Je ne pense pas qu'on puisse dire cela. Les idées keynésiennes ont eu du succès parce que leur application a donné de bons résultats. Par opposition aux politiques qui étaient en œuvre avant, les politiques d'inspiration keynésienne, qui ont d'ailleurs été pratiquées avant Keynes, notamment en Suède, ont été des réussites. Leur succès comme leur échec d'ailleurs, sont venus de là. A partir du moment où elles ont buté sur des obstacles non prévus par Keynes, les idées keynésiennes ont été partiellement abandonnées, alors qu'on aurait très bien pu les adapter au nouveau contexte. Les idéologies ont eu un effet d'exagération, dans un sens ou dans l'autre.

Auteur de nombreux articles et ouvrages, il est surtout connu pour son manuel d'économie internationale, *Relations économiques internationales* (Dalloz, Paris 1987 - dernière édition) dont il est le co-auteur avec Maurice Bié.

Enfin, en tant que chercheur, on lui doit un renouvellement de l'analyse du concept de régulation en économie (cf. les travaux du Groupe de Recherche de Régulation Economique Contemporaine, de l'Université de Grenoble).

Gérard Destanne de Bernis: C'est un peu plus compliqué que cela. La réponse sur Keynes et les pôles de développement est une réponse sur les problèmes de pertinence, et l'axiomatique est une tout autre méthode. En revanche, cela me gêne de considérer que la période de croissance des années 50-60, est la conséquence de l'application de politiques keynésiennes. Il y a eu d'autres périodes de croissance dans l'histoire qui ne sont pas redéivable à Keynes. Il a fourni un système d'analyse très important et cela devrait suffire pour qu'on lui érige un monument, indépendamment du fait de savoir si on lui doit de bonnes ou de mauvaises politiques économiques. De la même façon, et là je crois que nous serons tous d'accord, on devrait ériger un monument à Walras, Ricardo ou Marx...

Christian Stoffaës: ...Et à François Perroux...

Gérard Destanne de Bernis: Mais les politiques keynésiennes se sont développées parce qu'elles correspondaient à la fois à une structuration sociale donnée, à un moment donné, à une de ces périodes de l'histoire au cours desquelles il y a stabilité du procès d'accumulation, et pendant

TABLE RONDE

lesquelles on observe un phénomène de croissance. D'autre part, je ne pense pas qu'il y ait rupture par rapport à Keynes dans la crise actuelle. Le schéma keynésien permet d'expliquer la crise. Du moins il me semble, car je ne suis pas fondamentalement keynésien.

Christian Stoffaës: Je suis d'accord avec vous, et je conteste cette vérité conventionnelle, qui consiste à penser que la période de croissance d'après-guerre résultait d'un changement de politique économique et de l'adoption de politique de régulation qui permettaient une croissance indéfinie. Il me semble que dans les débats et controverses sur la crise actuelle, deux tendances se dégagent. Selon la première, les politiques keynésiennes ont abouti à des dérèglements - disons pour simplifier, à l'inflation -, et à une plus grande rigidité sociale. De ce fait, elles ont échoué et ont entraîné des changements de politique (monétariste et libérale), qui, à leur tour, vont permettre, un nouveau démarrage; les expériences précédentes ayant montré ce qu'il ne fallait pas faire. Pour la seconde, il y a des phases historiques au cours desquelles l'accumulation débouche sur la prospérité et une croissance équilibrée, puis, des périodes pendant lesquelles le système se dérègle, et enfin des moments de correction et de transition. C'est ce qu'on appelle la théorie du cycle long.

Ces deux axes de pensée ne sont d'ailleurs pas en opposition. On peut dire alors que les politiques keynésiennes ont dérapé parce qu'elles ne correspondaient plus à une phase ascendante, et que lorsqu'elles sont appliquées en période de destructuration, elles débouchent sur l'inefficacité. C'est un peu comme si on avait appliqué les politiques keynésiennes à contre-courant, dans les années 20. A ce propos, on peut se demander si ce ne sont pas plutôt les changements technologiques intervenus tout de suite après la seconde guerre mondiale qui ont contribué à la reprise.

André Grjebine: Je constate, qu'effectivement, certains de mes confrères adoptent face à la crise, une position fataliste. Il y aurait, selon eux, des cycles longs contre lesquels les gouvernements et les économistes ne pourraient rien, sinon observer. Il me semble au contraire, que les politiques économiques, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, jouent un grand rôle dans l'évolution des économies.

Je ne suis pas d'accord pour dire qu'il y a eu beaucoup de périodes de prospérité dans l'histoire de l'humanité. Celle qui a commencé en 1945, est tout à fait exceptionnelle. Je ne dis pas que les politiques d'inspiration keynésienne en ont été la seule raison. Elles ont cependant été un élément prépondérant du processus de croissance. Je ne pense pas d'autre part, que les politiques keynésiennes ont échoué; elles ont été confrontées à un contexte nouveau, pour lequel elles n'avaient pas été élaborées.

Enfin, il est bon de préciser que les politiques économiques appliquées par les gouvernements, ne correspondent pas exactement aux idées keynésiennes, walrasiennes, ricardien ou marxistes, mais à ce qu'une opinion éclairée en retient. Comme disait Stoffaës, ce qui a contribué à la célébrité de Keynes, c'est l'application de ses idées, sinon au pied de la lettre, du moins dans son esprit.



Paul Dumouchel

Né en 1951 à Ottawa (Canada). Tour à tour professeur de philosophie à Strasbourg puis au Québec, il est actuellement à Paris où il anime, en collaboration avec Jean-Pierre Dupuy, le Centre de Recherche d'Epistémologie Appliquée.

COMPRENDRE LA CRISE

Gérard Destanne de Bernis: Il y a d'autres périodes de forte croissance dans l'Histoire. Entre 1850 et 1870 par exemple, ou encore ce qu'on appelle la Belle époque (de la fin du XIX^e siècle à 1914); toutes deux ont duré à peu près le même temps que celle que nous avons connue après la seconde guerre mondiale. Or, ce ne sont jamais les mêmes mesures qui sont mises en œuvre. On constate en revanche, des périodes de stabilité structurelle des modes d'accumulation, au cours desquelles apparaissent progressivement des déséquilibres. Je ne raisonne pas en termes de cycle, car cette théorie a pour conséquence de banaliser la crise, je raisonne en termes de période de croissance (ou période de crise). De ce fait, je ne dis pas que les politiques keynésiennes ont abouti à des dérèglements, je dis, qu'à un certain moment, les déséquilibres créés par l'accumulation elle-même, ont été tellement importants que cela s'est traduit par des déséquilibres sur le marché international.

Comme André Grjebine, je récuse l'analyse en termes de fatalité. Les politiques économiques ont joué un rôle décisif dans la crise. On ne peut pas expliquer ce qui s'est passé après 1967, la dévaluation de la livre sterling et l'entrée progressive dans la crise, si on ne se réfère pas aux politiques suivies. Le passage aux changes flexibles n'est pas le résultat d'une volonté théorique, mais la conséquence des déficits et des excédents qui étaient tels, qu'on ne pouvait plus maintenir le système des changes fixes. C'est l'accumulation de contradictions qui ont conduit au phénomène de crise. La crise est entièrement gérée par des politiques concrètes. Les politiques keynésiennes n'étant plus opérantes, ou du moins le croyait-on, on s'est tourné vers des politiques monétaristes et libérales.

Auteur d'une thèse sur les idéologies et l'épistémologie des sciences sociales, il a publié avec Jean-Pierre Dupuy *L'enfer des choses* (Le Seuil, 1979). Cet ouvrage constitue la première tentative d'application de la grille d'analyse girardienne à l'économie politique. Depuis, d'autres auteurs se sont engouffrés, avec plus ou moins de succès, dans la brèche ouverte par Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy (voir notamment *La violence de la monnaie*, de M. Aglietta et A. Orléan).

Cité: N'avons-nous pas connu les mêmes périodes de libéralisme autour de 1882, puis entre 1924 et 1933-34 ? Et ne les avons-nous pas connu pour les mêmes raisons : l'ouverture des nations vers l'extérieur ?

Gérard Destanne de Bernis: Effectivement; pendant les périodes que vous venez de citer, se sont développées à la fois, des tensions inflationnistes et déflationnistes. Après 1882 ou 1924, le libéralisme était considéré comme le moyen, pour les nouvelles formes dominantes, de s'imposer. Cette fonction du libéralisme ne correspond pas pour autant à une nécessité. Enfin, après avoir tenu d'incroyables discours sur l'économie mondiale, on va s'apercevoir que les nations existent, et qu'elles ont des monnaies et des balances des paiements. Le déficit américain, qui serait le responsable de tous les maux dont souffre l'économie mondiale, ne peut être autre chose que la constatation de ce type d'évolution libérale. Si on parle aujourd'hui de déficit américain, c'est bien parce qu'il existe une économie américaine, et non pas une économie mondiale. Je suis persuadé que la déflation qui se développe depuis 1980, aura pour conséquence un retour à l'idée de nation et au protectionnisme. Il est très important d'avoir aussi conscience que les crises ont des formes de déroulement qui ne se répètent pas mais qui ont une logique.

TABLE RONDE

Christian Stoffaës: L'idée d'une fatalité cyclique relève de la mythologie. L'analyse historique des alternances entre périodes de prospérité et de dépression, ne révèle pas une régularité mathématique et fatale, et doit plutôt nous amener à réfléchir au processus d'accumulation en période de stabilité et de dérèglement. Elle démontre aussi l'existence d'un lien assez puissant entre le cycle structurel d'accumulation et le cycle politico-idéologique. En effet, on peut observer des périodes au cours desquelles ce sont les idées libérales qui prédominent, et d'autres, au contraire, où on attend beaucoup de l'Etat.

Gérard Destanne de Bernis: Plus exactement, des périodes pendant lesquelles on a besoin de règles, et non d'un gouvernement ou d'un Etat fort. Le tort du libéralisme est de vouloir, à toute force, déréglementer.

Christian Stoffaës: Tout à fait, les questions de vision et de théorie économique tourne autour de l'influence de l'Etat. Ce n'est pas par hasard que les conflits sur le dirigisme et le libéralisme, ou le keynésisme et le monétarisme, ont pour point de friction, la place de l'Etat dans l'économie. Et ce, précisément parce que les débats sont destinés à faire pression sur les gouvernements.

Je crois qu'on peut faire un lien entre les périodes de crise économique et les systèmes de gouvernement. Les périodes de crise sont des périodes de retour aux impérialismes et aux nationalismes, tandis que les périodes de croissance sont des périodes de coopération internationale. Si on examine le processus depuis quarante ans, on peut remarquer que les politiques keynésiennes ont probablement eu, dans un premier temps, un effet d'accélérateur du cycle de prospérité. Des nouveaux secteurs d'accumulation s'étant développés à partir de 1945, grâce aux innovations technologiques et à la société de consommation, les années d'après-guerre auraient de toute façon été des périodes de croissance, même s'il n'y avait pas eu de politiques keynésiennes. De même, la crise d'accumulation se serait probablement produite à la fin des années 60, comme le montre un certain nombre d'indicateurs, et les politiques keynésiennes n'ont fait qu'adoucir le processus, et ont différé d'une dizaine d'années le phénomène. La vraie crise n'ayant lieu qu'au début des années 80, période déflationniste, au cours de laquelle on voit s'effondrer le prix du pétrole et des matières premières, s'accroître et se multiplier les déficits, et depuis quelques mois, se produire un crash boursier.

On peut en dire autant du tiers-monde. Pendant les périodes d'expansion, on a vu se multiplier les industries de base. Avec la crise, cela a changé. La dette des pays d'Amérique latine est due très largement à l'accumulation dans les industries lourdes. C'est aussi le cas dans les pays de l'est. Ceux-ci sont en crise parce qu'ils ont trop investi dans des domaines comme la sidérurgie ou la construction navale. Ce type de développement correspond au modèle des pôles de développement,

COMPRENDRE LA CRISE

aujourd'hui dépassé. Dans les pays du tiers-monde, depuis quelques années, on a plutôt tendance à admirer le modèle sud-coréen ou taïwanais.

André Grjebine: Quand Christian Stoffaës dit que la société de consommation a favorisé le succès des politiques keynésiennes, je ne suis pas d'accord et je serais tenté de dire que c'est l'inverse qui s'est produit. Mais il n'est pas nécessaire de s'éterniser sur un débat purement historique.

Comme nous l'avons tous dit, les idéologies jouent un grand rôle dans l'économie et rendent les choses plus difficiles. L'échec des politiques keynésiennes, ces dernières décennies, vient du fait qu'elles ont entraîné, sinon secrètement, une augmentation des coûts de production. Notamment parce que l'absence de chômage a favorisé la surenchère entre les salariés, et des augmentations excessives de salaire par rapport aux gains de productivité. Deux approches étaient alors possibles. La première de type «expérimental», consistait à résoudre ce problème sans porter atteinte aux autres problèmes déjà résolus par ailleurs. La seconde, plus idéologique, revenait à dire que les politiques keynésiennes sont inadéquates, et qu'il était urgent de passer à autre chose. C'est ici que se situe l'essence de la crise actuelle: on a en quelque sorte, jeté le bébé avec l'eau du bain. Conséquence, la crise est beaucoup plus profonde que celle à laquelle on était confronté au début des années 70.

Cité: A ce stade du débat, nous aimerais poser deux questions à Paul Dumouchel. La première concerne ce qui vient d'être dit à propos de la méthode: le problème principal rencontré par la science économique n'est-il pas celui du passage de la théorie à la pratique ?

La seconde est liée à la notion de croissance économique. Il semble que cette préoccupation est relativement moderne et étrangère aux sociétés de type traditionnel. J'en veux pour preuve les différentes périodes de croissance citées tout à l'heure par le professeur Destanne de Bernis, pour montrer que dans l'histoire de l'Humanité, les «trente glorieuses» n'étaient pas les seules années de forte croissance. Si cela est incontestable, aucune n'est cependant antérieure au XIXème siècle. Ce phénomène trouve-t-il son origine dans autre chose que le mode d'organisation de la société ? Hiérarchiques et agricoles pour les sociétés traditionnelles, égalitaires et industrielles, pour les sociétés modernes.

Paul Dumouchel: Par rapport à la première partie de la question, je voudrais faire remarquer, qu'en philosophie des sciences, on sait très bien qu'une théorie fausse peut engendrer des technologies efficaces. Et vice versa. Il ne faut pas penser que, pendant les «30 glorieuses», les économistes disaient nécessairement des choses plus justes qu'aujourd'hui, et que par conséquent, il y aurait un rapport étroit entre une crise de la pensée économique et la crise économique actuelle.

Il est vrai cependant, que certaines politiques économiques peuvent avoir des effets désastreux, mais on ne peut pas en tirer la conclusion que

TABLE RONDE

les théories économiques sur lesquelles ces politiques reposent sont obligatoirement fausses.

Pour ce qui concerne la seconde partie de la question, le fait qu'une société se donne la croissance comme but est effectivement un phénomène moderne. Mais là on sort du domaine strictement économique, pour entrer dans le domaine politique. Cela est lié au fait que nous sommes dans des sociétés démocratiques et conflictuelles, dans lesquelles l'économie joue un rôle politique qui consiste à résoudre les conflits. Proposer comme objectif premier une croissance forte, c'est proposer à ceux qui sont insatisfaits une satisfaction dans un futur plus ou moins proche. Si on mentionne des périodes de croissance au XIX^e ou au XX^e siècle, ce n'est pas sans raison. On sait qu'il existe dans l'histoire économique et sociale française à long terme, des périodes de croissance au sens d'augmentation des richesses, mais qui n'ont pas le même statut que les périodes modernes de croissance. Pour connaître des périodes de croissance comme on l'entend aujourd'hui, il faut un certain type d'économie donc, d'organisation sociale, il faut que certaines conditions soient remplies, qui ne le sont pas toujours dans l'histoire.

D'autre part, pendant longtemps la croissance a été donnée comme solution à un ensemble de problèmes qui, avec la perspective d'une croissance infinie, allait disparaître. Il y a un discours politique de l'économie qui a pour sujet le rapport entre la violence et la rareté, et dans lequel la rareté est considérée comme cause de violence. Il s'agit d'un discours très neutre et d'ordre éthique, selon lequel les hommes sont violents, non pas parce qu'ils sont intrinsèquement méchants, mais, parce qu'ils sont rationnels et confrontés à des situations de rareté. C'est le discours qui a joué un grand rôle dans notre conception de la croissance considérée comme indispensable.

Ceci est lié à notre type d'organisation sociale, mais cela ne signifie pas pour autant que la science économique qui porte sur l'organisation de la société soit fausse, cela veut dire seulement qu'elle est relative à notre type de société. Ce n'est pas la même chose.

André Grjebine: Effectivement, la croissance n'est pas l'objectif de toutes les sociétés. Il existe des sociétés non-économiques. Je viens de réaliser une interview de M. Agandbeguijan, conseiller de Gorbatchev qui m'expliquait que l'objectif même de la « perestroïka » était de passer d'une société non économique à une société économique, c'est-à-dire de rétablir la primauté de l'économique sur le social (3).

Ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui en URSS. On peut d'ailleurs en donner un exemple très simple. Dans les pays occidentaux, la lutte pour l'obtention des priviléges est étroitement associée à la place de chacun dans le processus de production: pour schématiser, on peut dire qu'on a plutôt intérêt à être PDG qu'OS. En Union Soviétique il faut être haut placé dans l'appareil du parti, ou bien, de manière plus modeste mais non moins efficace, se trouver à un poste dans lequel on peut bénéficier de dessous-de-table avantageux. La différence étant - et on peut observer des

(3) « Science et Vie - Economie », n°37, mars 1988.

COMPRENDRE LA CRISE

analogies avec certains pays du tiers monde - que dans un cas, la lutte pour l'obtention de priviléges favorise le développement économique (équilibré ou non), mais pas dans l'autre. Ceci dit pour rappeler que l'idée selon laquelle le développement serait au cœur de toutes les sociétés est fausse. Cette conception est exceptionnelle et ne concerne qu'un petit nombre de groupes humains.

Enfin, pour ce qui est du rapport entre la violence et la rareté, je crois qu'on pourrait dire que moins les sociétés sont économiques, plus elles ont de raisons d'être violentes, parce que, comme dans n'importe quelle espèce animale, l'homme n'a le choix qu'entre: produire lui-même ou prendre ses moyens de subsistance chez les autres.

Gérard Destanne de Bernis: Il y a une notion très importante et qui me semble nécessaire pour comprendre pourquoi on parle de société économiques et de croissance, c'est celle du besoin. Les sociétés anciennes, celles qui ont précédé la révolution industrielle, ont connu des périodes de croissance, notamment le XVIII^e siècle qui a correspondu à la révolution agricole et qui a conduit à la demande paysanne d'outillage. A son tour celle-ci a abouti à la mécanisation de la production de biens d'équipements. Les sociétés ont alors eu la possibilité de satisfaire des besoins totalement nouveaux, dont la satisfaction ou la non-satisfaction a fait apparaître des inégalités et des phénomènes de destructions sociales très importants. Ceci a rendu la notion de besoins fondamentale dans un certain nombre de pays ou de groupes sociaux.



TABLE RONDE

Paul Dumouchel: Je voudrais revenir sur la dernière intervention d'André Grjebine. Je suis d'accord avec lui lorsqu'il dit que toutes les sociétés n'ont pas pour but la croissance et qu'il existe des sociétés non-économiques. En revanche, nos points de vue divergent quand il affirme que les sociétés non-économiques sont « nécessairement plus violentes ».

Je pense pour ma part que la particularité des sociétés économiques c'est aussi de lancer ou de libérer des besoins. Sur ce point, les études d'anthropologie économique sont assez claires: les besoins sont déterminés socialement. On peut considérer ce phénomène comme une sorte de violence dans la mesure où on peut penser qu'il est dans la nature de l'homme d'avoir des besoins infinis, mais cette question reste ouverte pour l'instant. Toujours est-il que les sociétés traditionnelles ont des besoins établis par des règles, à un niveau généralement un peu plus bas que celui des capacités de production. Il est manifeste dans ce cas qu'on ne ressent pas la nécessité de la croissance. L'alternative « produire ou prendre » n'a pas de raison d'être.

Dans les sociétés économiques, la création de besoins fait partie des mécanismes économiques. C'est elle qui permet la production et la vente de nouveaux produits. Car l'innovation s'inscrit dans ce processus, de telle sorte que le lancement de biens infinis est potentiellement une cause de violence à l'intérieur d'une société.

Dès lors, l'économie apparaît à la fois comme la cause de la rivalité et de la violence entre les agents, mais aussi, nous l'avons vu tout à l'heure, comme la façon parfaite de résoudre ce genre de problème. Ici se situe l'ambiguïté de l'économie.

D'autre part, il est difficile de parler des rapports entre l'économie et la violence dans la mesure où cette dernière n'est pas mesurable.

André Grjebine: On pourrait concilier nos positions en disant que les sociétés non-économiques sont plus violentes que les sociétés économiques, dans un monde économique.

Paul Dumouchel: Dans ce cas, nous sommes d'accord.

André Grjebine: Je pense, par ailleurs, qu'on peut mesurer la violence: pourcentage des dépenses militaires dans la production nationale, nombre d'accidents de la circulation dans une année, taux d'alcoolisme... Ce dernier indicateur montrerait par exemple que la société soviétique est plus violente que la société norvégienne...

Gérard Destanne de Bernis: Le taux de chômage peut aussi apparaître comme un indicateur de la violence...

André Grjebine: Oui, c'est une violence interne, mais cela ne constitue pas une menace vis-à-vis de l'extérieur...

COMPRENDRE LA CRISE

Christian Stoffaës: Bien que l'histoire de la pensée économique ne soit pas ma spécialité je voudrais dire que dans les décennies qui précèdent la révolution industrielle au XVIII^e siècle, on voit apparaître la notion de canalisation, chez Bentham par exemple. Ce n'est pas un hasard non plus si la révolution industrielle se produit d'abord dans un pays protestant, c'est-à-dire au sein d'une culture qui cherche à discipliner les comportements passionnels...

Cité: La science économique est-elle capable aujourd'hui d'expliquer la crise que connaît le monde occidental depuis le premier choc pétrolier de 1973 ? Une distinction est-elle possible entre des phénomènes liés aux idéologies et aux politiques menées par les Etats, d'une part, et des éléments d'explication proprement économiques d'autre part ?

Gérard Destanne de Bernis: Je suis d'accord pour dire que les idéologies jouent un grand rôle, encore faut-il préciser que c'est uniquement lorsqu'elles interviennent sur des objectifs politiques.

Quand, fin 1969, Nixon décide d'augmenter les taux d'intérêt et de diminuer les dépenses de l'Etat pour lutter contre l'inflation, il adopte une politique banalement keynésienne. Mais pour avoir oublié que Keynes, dans son traité, avait particulièrement insisté sur le risque des mouvements de capitaux et notamment des capitaux à court terme, il obtient un résultat contraire à celui qu'il escomptait. Tirer de cet exemple la conclusion selon laquelle la politique keynésienne de Nixon aurait échoué, me paraît étonnant. Il serait plus exact de dire que Nixon a appliqué une recette keynésienne dans un contexte qui n'était pas celui de Keynes. Par conséquent, il faut se méfier lorsque l'on parle des erreurs de Keynes ou de l'échec des politiques keynésiennes.

Gérard Destanne de Bernis: Dans les années 50-60, les relations entre les systèmes productifs français, anglais, américain étaient équilibrées. A la fin des années 60 on cesse d'être dans cette situation. Pourtant la théorie keynésienne reste valable à condition de comprendre que du fait de l'ouverture des nations, une politique qu'on menait en économie fermée, n'a aucune chance d'être efficace si on la reconduit en économie ouverte.

La crise, pour moi, ne trouve pas son origine dans les politiques économiques, car ce ne sont pas les politiques keynésiennes qui ont permis la libre circulation des capitaux et le développement des firmes transnationales. Ces deux phénomènes qui engendreront la crise, se produisent tout simplement parce qu'il était plus facile d'aller faire du profit à l'extérieur qu'à l'intérieur où on se heurtait à la crise de la productivité et à des salaires élevés par rapport à ceux qu'on pouvait trouver ailleurs.

C'est le changement dans le mode d'accumulation qui crée le déséquilibre; au lieu de continuer d'accumuler dans le cadre de systèmes productifs cohérents, on assiste à un phénomène d'ouverture. Et chose extraordinaire, les gouvernements suivent.

Alors qu'ils auraient pu chercher à établir les conditions d'une régulation adaptée à la nouvelle situation, les gouvernements entrent dans le

TABLE RONDE

processus. A partir de ce moment-là, l'économie nationale comme préoccupation disparaît. Pendant toutes les années 70, il y a en France au sein de la droite un débat entre ce qui deviendra le RPR et ce qui deviendra l'UDF. Les uns sont nationaux, les autres sont européistes; les uns sont partisans de la planification, les autres sont déjà libéraux. Ceci n'a rien d'étonnant car, face à ce phénomène, les gouvernements jouent de plus en plus la carte libérale, la carte de l'ouverture et vont soutenir les firmes transnationales. En France même, le secteur public va se «transnationaliser». Les sociétés nationales vont s'endetter sur le marché international et les gouvernements, au lieu de rétablir des modes de régulation nationaux vont favoriser la libéralisation.

Parallèlement se développe la commission trilatérale. «Soyons dans le peloton de tête», devient le leit-motiv du septennat de Giscard d'Estaing. Ceci signifie que le président de la République admettait l'existence d'une sorte de partage du pouvoir transnational et que la France devait pouvoir en profiter. Cette idée débouche sur les contradictions de la fin des années 70, période où une partie des capitaux américains refuse le modèle trilatéral et revient à ce qui fut le modèle de Nixon et va devenir le modèle Reagan, c'est-à-dire l'hégémonie du capital américain, tout seul.

Je suis convaincu qu'on aurait pu concevoir au début des années 70, des politiques économiques qui auraient permis aux pays les plus importants d'échapper à la crise. Au lieu de cela, les gouvernements mènent les politiques des forces sociales dominantes, à savoir les firmes transnationales.

Paul Dumouchel: Vous avez dit au début de notre débat que, selon vous, l'économie n'était pas une science. Vous avez affirmé ensuite que les politiques économiques étaient l'émanation d'objectifs politiques, au lieu d'être l'application d'une science. Et j'ai l'impression maintenant, à vous entendre, qu'il est regrettable justement que les gouvernements aient agi en fonction d'objectifs politiques plutôt que d'appliquer des politiques économiques. N'y a-t-il pas contradiction ?

Gérard Destanne de Bernis: Non, ma dernière phrase revient à dire que les gouvernements ont admis la politique des firmes transnationales, et qu'on avait fait des politiques d'accompagnement de la crise.

Paul Dumouchel: Vous avez pourtant dit que les gouvernements n'avaient pas fait de politique économique...

Gérard Destanne de Bernis: ...Qu'ils n'avaient pas fait de politique anti-crise !

Paul Dumouchel: Ceci laisse donc entendre qu'ils auraient pu en faire une ?

COMPRENDRE LA CRISE

Gérard Destanne de Bernis: Oui, bien sûr. Une crise se caractérise par un changement des forces dominantes. Si les gouvernements n'ont pas fait de politique anti-crise c'est qu'il n'y avait pas de forces dominantes sur lesquelles celle-ci aurait pu s'appuyer, puisque précisément ce sont les forces dominantes qui utilisent le libéralisme pour s'imposer.

Christian Stoffaës: Incontestablement le développement de l'internationalisation des échanges et des capitaux joue un rôle important dans la destabilisation des années 70. A cette époque, le Système Monétaire International (SMI) ne peut plus être maintenu, d'une part parce que les mouvements de monnaie entre agents privés sont largement supérieurs aux facultés d'interventions des banques centrales sur le marché des changes, et d'autre part parce que le dollar se révèle impuissant à maintenir l'ordre ancien. Le déficit des paiements américains va entraîner le flottement du dollar, et surtout l'ascension d'autres pays, alors que les Etats-Unis entrent dans une phase de déclin. Mais je ne crois pas que ce soit la seule explication de la crise.

Je voudrais m'inscrire en faux contre une vérité conventionnelle qui a cours en ce moment selon laquelle, la contrainte extérieure nous empêche de pratiquer des politiques keynésiennes de plein emploi, et qui voudrait qu'on retrouve à l'échelle internationale les marges de manœuvre et d'efficacité des politiques de régulation que nous avons perdues à l'échelon national du fait de l'internationalisation.

Quand bien même il n'y aurait pas eu d'ouverture des économies capitalistes sur l'extérieur, la crise se serait produite, car le processus d'accumulation s'est déréglé de l'intérieur. L'inflation n'est pas seulement due au déséquilibre des échanges extérieurs, ou à l'influence du dollar, elle est également la conséquence d'une trop grande création de monnaie sur le plan interne, qui a engendré des dérèglements.

Il en est de même de l'accumulation du capital dans des industries traditionnelles, parvenues à saturation. Il s'agit d'un phénomène interne. J'en veux pour preuve les économies des pays de l'Est, très peu soumises aux aléas de l'économie internationale et qui connaissent pourtant des problèmes d'accumulation excessive dans des industries de base.

Autrement dit, l'internationalisation des économies et le déclin de l'hégémonie américaine, constituent des explications primordiales, mais elles ne sauraient être les seules.

André Grjebine: Il faut toutefois remarquer que, même dans la situation actuelle, certains pays ont réussi à se prémunir contre la crise. C'est le cas de la Suède avec un taux de chômage de 1,7%. A l'inverse, la crise dans les pays de l'Est ne vient effectivement pas de facteurs internationaux mais, à mon avis, elle n'a pas non plus pour origine l'accumulation dans tel ou tel secteur. La crise des économies socialistes est le résultat d'une inefficacité de l'organisation de l'appareil de production.

Pour ce qui concerne l'internationalisation, je pense qu'on aurait pu prendre des mesures internes et cumuler une politique qui combatte à la fois l'inflation et le chômage.

TABLE RONDE

C'est bien l'ouverture des économies qui a annihilé les mesures prises dans le cadre de politiques keynésiennes contre le chômage. Il aurait fallu les compléter, les adapter mais non les supprimer. Il était possible de transposer des politiques keynésiennes internes à l'échelon mondial. On aurait pu alors avoir une politique d'expansion européenne, voire mondiale. Sauf qu'un certain nombre de pays, en l'occurrence l'Allemagne et le Japon, pour des raisons qui restent à élucider, ne veulent pas en entendre parler. L'Allemagne mène une politique plus classique que celle que préconisaient les auteurs classiques eux-mêmes, parce qu'elle refuse de jouer le jeu qui aurait été le sien dans le cadre de l'étalon-or. Dans ce système en effet, le pays qui avait un excédent commercial avait des entrées de capitaux (or), qui provoquaient une conjoncture expansionniste, qui avait pour pendant des politiques restrictives dans les pays déficitaires. Ce procédé permettait un rééquilibrage des économies. Or, aujourd'hui, quand l'Allemagne a des rentrées de dollars, elle en annule les effets par des mesures monétaires internes, afin d'éviter cette conjoncture expansionniste. C'est la raison, non pas théorique, mais pratique pour laquelle il ne peut y avoir de politique d'expansion mondiale, ni même européenne.

Gérard Destanne de Bernis: Nous abordons des problèmes fondamentaux. Je suis d'accord avec Christian Stoffaës quand il dit d'une part que l'internationalisation n'est pas la seule explication de la crise, et d'autre part qu'il y aurait eu inflation sans internationalisation. Ce sont les deux aspects du problème. A la fin des années 60 il y a eu, dans toutes les économies occidentales, baisse des taux de profits, provoquée par une baisse de productivité, à laquelle les entreprises ont réagi d'abord par des investissements de changements techniques, qu'elles n'ont pu financer que par l'inflation - ensuite par l'internationalisation.

La lutte contre l'inflation me paraît avoir été beaucoup plus difficile dans les années 70 qu'au cours des années précédentes, car jamais les pays développés n'avaient laissé leur taux d'inflation se développer aussi rapidement. Avant, il existait des alliances entre les Etats et les forces dominantes nationales pour endiguer les inflations nationales. Or, à partir du moment où les firmes transnationales commencent à dominer, peu importe pour elles le développement de tensions inflationnistes puisqu'en choisissant leurs lieux d'implantation elles fuient l'inflation. Il a fallu attendre que les économies nationales se détruisent elles-mêmes, pour que les Etats reprennent des politiques anti-inflationnistes.

Je suis d'accord aussi avec André Grjebine pour dire que la Suède a su échapper à la crise, et ce parce qu'elle fut très attentive à l'évolution de ses structures internes. En revanche, je ne suis pas d'accord avec lui lorsqu'il accuse le Japon et l'Allemagne d'être responsables par leur attitude, de la situation actuelle. Il ne faut tout de même pas oublier que les taux d'intérêt allemands sont les plus faibles.

COMPRENDRE LA CRISE

Il n'y a jamais eu, dans l'histoire du capitalisme, des taux d'intérêt aussi bas, même si, effectivement, compte tenu de leur taux d'inflation quasi-nul, le taux d'intérêt réel n'est pas négatif, comme cela était le cas, dans les années 50-60. Demander à un pays d'avoir un taux d'intérêt inférieur à 2 ou 2,5 % c'est lui ôter toute possibilité d'allocation rationnelle du capital. Il y a, dans ce domaine, un consensus de l'ensemble des économistes. Ceci étant, ce qui caractérise l'Allemagne et le Japon, c'est la cohérence de leurs structures productives. La diminution de l'importance de la sidérurgie allemande, a été faite de manière à faciliter la cohérence interne de son système productif, lequel range l'Allemagne aujourd'hui parmi les plus gros producteurs de biens d'équipement, y compris de biens d'équipement modernes. Ce qui est loin d'être le cas de la France dont l'état du système productif s'est aggravé au cours des dernières années.

Cependant, l'Allemagne et le Japon, malgré leur « libéralisme », ont des pratiques internationales qui, si elles étaient appliquées par la France, seraient dénoncées comme d'un étatisme absolument insupportable. Le secteur bancaire allemand est suffisamment concentré pour contrôler toutes les sorties et entrées de capitaux. Si l'Etat français le faisait, ce serait abominable, mais en Allemagne, il s'agit de pratiques du secteur privé, donc c'est libéral. D'autre part, le patronat allemand peut reviser tous les trois mois les normes à l'importation de tous les produits. Dans la mesure où ce n'est pas l'Etat, c'est libéral, donc juste. En France, cette responsabilité incombe à l'Etat, une telle révision serait donc insupportable. Au Japon, le très puissant Miti est en train de se reconvertis en faveur d'un comité de réorganisation, sous l'égide du patronnat.

C'est un phénomène sur lequel il serait bon de s'interroger, car il ne faut pas oublier que les structures économiques de l'après-guerre, sont apparues dans les années 30, en France. On pourrait donc concevoir que les formes de régulation dont on perçoit les prémisses aujourd'hui, soient effectives dans une dizaine d'années, si on sort de la crise. Aussi, faut-il être attentif, car un transfert de pouvoirs, considérés comme du ressort de l'Etat il y a quelques temps encore, semble se dessiner au bénéfice du patronnat privé, au Japon comme en Allemagne. Grâce à cela des économies extrêmement puissantes sont en train de se constituer, parce qu'elles ont mené une politique de cohérence, sinon d'expansion. A tel point qu'aujourd'hui, l'Allemagne joue un rôle d'économie dominante à l'intérieur de la CEE. L'acceptation de l'ECU par le gouvernement de M. Kohl, au cours de l'été 87, prouve qu'elle a conscience de pouvoir le contrôler. Dans le cas contraire un tel revirement n'aurait jamais eu lieu. Et je suis presque prêt à dire que si le marché européen se fait en 1992, ce ne sera pas la conséquence d'un accord général, mais parce que l'économie allemande, en tant qu'économie dominante, aura ressenti le besoin de ce grand marché. L'Allemagne s'est donné les moyens, pour la première fois dans l'histoire de son capitalisme, d'avoir à son service un immense système productif, alors que depuis 1880, elle avait d'énormes difficultés à trouver ce qui s'appelait, dramatiquement, son espace vital.

TABLE RONDE

Christian Stoffaës: Nous sommes là, en présence d'un phénomène fondamental. Je pense comme vous, que nous revenons à une période de mercantilisme très dangereux pour la paix mondiale. C'est le problème qu'auront à résoudre les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon dans les prochaines années. C'est d'ailleurs ici que se situe la cause du «Krach» boursier d'octobre 87. L'Administration américaine a augmenté les taux d'intérêt au début 87, pour essayer d'enrayer la chute du dollar, justement, contre le Deutch-Mark et le Yen.

Gérard Destanne de Bernis: Il s'agit là de la cause de court terme. La cause réelle réside dans le déséquilibre des marchés financiers.

Christian Stoffaës: Exactement, mais les causes de court terme sont bien dans le conflit entre les nations excédentaires, (l'Allemagne et le Japon), et les pays déficitaires. C'est aussi dans ce phénomène que la controverse actuelle entre les Etats Unis d'une part, le Japon et l'Allemagne d'autre part, trouve son origine. Les premiers demandent aux seconds de relancer leurs économies respectives pour rendre service à l'économie mondiale. Les seconds refusent et rejettent la faute sur la politique trop laxiste de l'Administration Reagan. On est en présence d'une controverse de politique économique qui reflète comme souvent des conflits de pouvoir et d'hégémonie non plus à l'échelle nationale mais internationale.

Faut-il mener une politique de relance et d'expansion à l'américaine, ou bien au contraire pratiquer une politique rigoureuse et restrictive ?

Les Japonais et les Allemands ont réussi là où les autres ont échoué parce qu'ils ont su opter pour la seconde solution au bon moment. Mais ce n'est pas la seule raison. Je ne crois pas contrairement à ce que disent certains, que les systèmes productifs allemands et japonais sont compétitifs uniquement grâce à leurs politiques monétaires. Les structures d'un pays sont aussi le produit d'une civilisation, d'une mentalité, d'une culture. Sur ces bases, on peut dire que, contrairement aux autres pays capitalistes, l'Allemagne et le Japon sont des pays consensuels dans lesquels tout le monde pense quasiment, la même chose et où il y a peu de conflits.

On a dit aussi que le système international avait contribué à développer l'inflation, mais on pourrait aussi faire remarquer qu'il a contribué à la désinflation : c'est l'internationalisation des économies qui a propagé la déflation dans le monde entier.

Gérard Destanne de Bernis: Il ne faut pas confondre la désinflation et la déflation.

Christian Stoffaës : Non bien sûr, mais on ne peut s'empêcher de souligner que face à la politique de désinflation pratiquée aux Etats-Unis à partir de 1982, la France fut obligée de renoncer à sa politique d'expansion et de mener une politique déflationniste. C'est le débat de 1982-83, entre les partisans de la croissance et ceux de l'austérité. Cette remise en cause a été propagée par l'internationalisation. Les changements intervenus dans les pays du tiers-monde s'expliquent de la même façon.

COMPRENDRE LA CRISE

Gérard Destanne de Bernis: Il ne faut pas confondre les politiques expansionnistes macro-économiques globales et les politiques de développement sectoriel et de cohérence des structures productives.

André Grjebine: Je reviendrais tout à l'heure sur les structures industrielles. Dans l'immédiat, je voudrais observer que l'Allemagne a une croissance ralentie que rien n'excuse. Le faible taux de croissance français s'explique par la contrainte extérieure. Les allemands n'en ont pas et pourtant ils arrivent à avoir un taux de 1,7 % (contre 2,7 % en moyenne pour l'ensemble de l'OCDE); et cela dure depuis 1981, avec pour résultat un taux de chômage record de l'ordre de 8,5%. D'autre part, l'Allemagne est parmi les grands pays industrialisés, celui qui a perdu le plus d'emplois (1,5 million) depuis 15 ans alors que les Etats-Unis en ont créés 20 millions et que la France n'en a ni perdus, ni créés. Le noeud du problème se situe donc au niveau de la croissance.

Ce que disait Stoffaës à propos de l'impérialisme allemand ou japonais est vrai. Les structures actuelles de ces 2 pays peuvent s'expliquer par les traditions, la sociologie, l'histoire... mais il ne faut tout de même pas mésestimer des éléments d'explication plus concrets, comme par exemple la sous-évaluation, pendant des décennies, du Mark et du Yen, qui a dopé leurs économies. Cela permet aussi de comprendre a-contrario la politique d'austérité qui a été imposée en France, et qui a eu pour conséquence la réduction de la demande, de l'investissement et le vieillissement de l'appareil de production. Certes le tissu industriel français était mal en point avant mais l'austérité n'a rien arrangé. A la fin des années 70, on parlait beaucoup des canards boîteux. Depuis, austérité oblige, ils ont disparu, mais il faut bien voir que ce sont autant d'entreprises qui ne sont plus là pour satisfaire la demande intérieure ou exporter, tant bien que mal, mais exporter quand même. Le problème qui se pose à nous n'est pas tellement celui de l'affrontement entre deux impérialismes (Etats-Unis d'une part, Allemagne et Japon de l'autre), mais entre deux types d'économie. Le premier cherche à maintenir un taux de croissance élevé et ainsi améliorer le niveau de vie de ses populations. Il s'agit d'une politique d'inspiration keynésienne dans un sens très large et dont les Etats-Unis sont à la tête, bien involontairement pour Reagan. Le second est partisan de politique déflationniste.

Paul Dumouchel: On dit que les sociétés économiques sont des sociétés nécessairement démocratiques et conflictuelles. Puis quand on veut expliquer l'avantage pris par l'Allemagne et le Japon sur le reste du monde, on dit que ces deux pays ont une organisation sociale de type traditionnel, qu'ils sont un peu totalitaires, ou du moins qu'il y existe un consensus sur l'essentiel... Tout cela est confus et contradictoire. Le risque de cette attitude est de désigner des boucs émissaires sans rien expliquer.

TABLE RONDE

Pour ce qui concerne le repli sur soi des économies que l'on constate actuellement, et les rapports entre l'Allemagne et le reste de l'Europe, je pense que tant que les Européens auront - ou croiront avoir - en l'URSS, un voisin qui tirera avantage de toutes leurs dissensions, ils sauront taire ces dissensions et faire en sorte qu'elles ne nuisent pas à leurs intérêts communs. L'évolution des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe me semble en revanche plus inquiétante, car il se développe actuellement, outre atlantique, un consensus en faveur d'un abandon de l'Europe et d'un retour à l'isolationnisme, tant du point de vue politique qu'économique.

Christian Stoffaës: L'idée selon laquelle ce serait les sociétés ouvertes, démocratiques et libérales qui engendrent les progrès économiques ne résiste pas à une analyse sérieuse. L'esprit d'entreprise, l'innovation, l'initiative font effectivement partie des règles fondamentales du libéralisme. Reagan a tenté un retour à cette idéologie. Mais ce système sur lequel on a vécu pendant cinquante ans (le taylorisme, la spécialisation des tâches,...), ne correspond plus aux grandes unités de production actuelles; il disfonctionne.

Si les systèmes allemand et japonais sont, en apparence, identiques au système américaine, en pratique ils sont complètement différents. Ce qui s'est passé au cours des dernières années est à cet égard très significatif. On a vu s'améliorer la qualité des produits et les conditions de production, la gestion participative s'est développée, le travail et la formation ont été favorisés, ... Le rôle des syndicats montre bien que l'idée selon laquelle, le libéralisme est à l'origine du progrès économique doit être remise en cause, aujourd'hui dans le cadre d'une économie fondée sur les grandes industries (acier, automobile, électro-ménager, ...). Demain, avec le développement des industries de l'information et de la communication, on assistera peut-être, à une réhabilitation du modèle individualiste et libéral. Le type d'organisation sociale japonais et allemand est plus efficace pour faire fonctionner les grandes unités de productions.

Paul Dumouchel: Il me semble néammoins que, dans une large mesure, ce sont les sociétés économiques qui ont inventé et développé historiquement l'individualisme. Je vous renvoie au livre de Baechler, «Essai sur la formation du capitalisme». Il existe plusieurs manière de définir l'individualisme, et le genre de solidarité créé par les syndicats s'inscrit à l'intérieur d'une grande tradition individualiste. Dans ces conditions, le Japon peut apparaître aussi, comme un pays individualiste.

Mais à ce stade du débat, ce qui me semble intéressant, c'est que pour expliquer l'avance prise par l'Allemagne et le Japon, on reproche à ces deux pays de ne pas être assez individualiste. Alors que d'autre part, on considère un certain individualisme comme une condition sine qua non du développement et de la croissance économique...

Enfin, la thèse selon laquelle l'individualisme est nécessairement lié aux sociétés économiques et à la croissance est assez difficile à rejeter, si on entend l'individualisme au sens large.

COMPRENDRE LA CRISE

Cité: Sur le plan national, qu'il s'agisse de la relance ou de l'austérité, toutes les politiques économiques semblent avoir été menées, par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis une quinzaine d'années. Et pourtant, le pays n'est toujours pas sorti de la crise. Face à ce constat d'échec, une question se pose donc naturellement: est-il possible de sortir de la crise, et à quel prix ? Face à la situation actuelle, les économistes ne sont-ils pas désarmés ?

André Grjebine: Les moyens existent, encore faut-il s'en convaincre. Le premier est de prendre des mesures qui permettraient à la France d'avoir une politique autonome. Dans ce cadre, une sortie du Système Monétaire Européen (SME), et ce qui va de pair, une forte dévaluation, s'imposent. Un franc élevé ne sert en rien les intérêts de notre pays, seule l'Allemagne y trouve son compte. Cela ne veut pas dire pour autant que cette seule mesure va résoudre tous nos problèmes. Il ne suffit pas de se défaire, même un tant soit peu de la contrainte extérieure, encore faut-il que notre appareil productif puisse réagir. Certes, cela n'est pas le cas en ce moment, mais plus on attendra plus cela ira en empirant.

Gérard Destanne de Bernis: Je comprends ce que vous voulez dire, mais une question se pose à laquelle je n'ai pas encore trouvé de réponse : à quoi servirait la croissance allemande ? Si on peut dire effectivement, que les croissances américaines ou françaises, entraînent le développement de la croissance allemande, je ne pense pas que la réciproque soit vraie. Une augmentation de la production allemande aujourd'hui, provoquerait un accroissement de leurs ventes de produits manufacturés et de leurs achats de matières premières, mais en aucun cas une progression des ventes de produits français à l'Allemagne. L'expérience a prouvé au contraire qu'une relance française profitait en premier lieu à l'Allemagne.

S'il y avait ne serait-ce qu'une petite influence de la relance allemande sur l'économie française, la France serait obligée, compte tenu de l'état de son appareil productif, d'acheter des biens d'équipement pour répondre à l'accroissement de la demande qui ne manquerait pas de se produire, à ... l'Allemagne. Les Allemands en ont conscience, et cela apparaît de leur point de vue, comme une contrainte extérieure. Pour cette raison essentielle, l'Allemagne ne pourrait pas jouer le rôle de locomotive.

D'autre part, l'Allemagne, malgré la réévaluation continue de sa monnaie, accumule les excédents commerciaux. Ceci est tout de même paradoxal.

André Grjebine: Pour répondre à votre question, la croissance de l'Allemagne servirait, dans un premier temps, à améliorer la satisfaction des besoins allemands et dans un second temps, à desserrer la contrainte qui pèse sur les autres. Avant de demander à l'Allemagne d'être une locomotive, on peut lui demander de ne pas être un frein.

TABLE RONDE

Gérard Destanne de Bernis: Deuxième remarque que je voulais faire après votre intervention. Une idée très répandue consiste à dire que certaines monnaies sont sous-évaluées. Si l'on critique les fameuses zones «cibles» en disant qu'on ne sait pas définir un taux de change d'équilibre, je pose à mon tour la question suivante : quels critères peuvent permettre de dire qu'une monnaie est sur- ou sous-évaluée ?

André Grjebine: Une monnaie sur-évaluée est tout simplement, la monnaie d'un pays qui a un déficit extérieur.

Gérard Destanne de Bernis: Le dollar entre 82 et 85, n'était pas sous-évalué puisqu'il a atteint des sommets qu'il n'avait jamais atteints et pourtant le déficit commercial américain n'a cessé de s'accroître au cours de ces années.

André Grjebine: Il s'agit là d'une erreur d'appréciation due à la politique d'emprunt.

Gérard Destanne de Bernis: Troisième remarque : vous dites que les entreprises n'investissent plus. Certes, mais ce n'est pas parce qu'elles manquent de liquidités, c'est parce qu'elles délaisSENT les investissements productifs pour se tourner vers les placements financiers. Depuis cinq ans, on se trouve dans la même situation qu'entre 1924 et 29. Si j'étais industriel, si je disposais de quelques millions et si j'avais le choix entre faire un investissement productif ou un placement financier je choisirais sans hésiter le placement financier, car l'espérance de profit est plus importants.

Christian Stoffaës: Il existe quand même le risque d'un «crach» boursier.

Gérard Destanne de Bernis: Avant le 15 octobre 87, qui osait parler de «crach» boursier ? Au mois d'août 87, lorsqu'avec quelques confrères, j'évoquais ce risque, on me rétorquait que la bonne santé des marchés financiers constituait un indice de prospérité. Et on m'expliquait a contrario que les mauvais résultats enregistrés par les bourses de Milan et Franckfort correspondaient au déclin des économies italiennes et Allemandes. Pour ma part, j'ai plutôt tendance à penser que la faiblesse des places financières de Milan et Franckfort était probablement due au fait que les Italiens et les Allemands préféraient les investissements productifs, aux placements financiers.

Par ailleurs, il est regrettable que le secteur public français, ait tant investi à l'étranger, et non dans l'économie nationale. Si j'ai soutenu les nationalisations de 1981-82, c'est parce qu'elles allaient permettre au gouvernement grâce à l'attribution de crédits importants, de restructurer notre industrie. A la même époque, en Allemagne, Siemens (société privée) consacrait plusieurs milliards de marks pour s'équiper en machines-outils à commande numérique, afin de rattraper son retard.

COMPRENDRE LA CRISE

Il n'y a rien de comparable en France ni dans le secteur privé occupé à des placements financiers, ni dans le secteur public, tourné vers l'étranger.

André Grjebine: Si les entreprises font des placements financiers ou investissent à l'étranger, n'est-ce pas parce que la demande intérieure est insuffisante depuis l'abandon des politiques keynésiennes ?

Gérard Destanne de Bernis: Si on ne trouve pas de clients à l'échelle nationale, on en cherche à l'étranger, mais encore faut-il que notre appareil productif ait du répondant. C'est pourquoi je pense que, contrairement à ce qu'a dit André Grjebine, la première mesure à prendre n'est pas d'ordre macro-économique, monétaire et globale, mais elle consiste à restructurer notre tissu industriel et à lui donner une cohérence. Ensuite alors nous pourrons faire une politique de relance autonome.

André Grjebine: Nous abordons là un autre débat qu'il incombe à votre revue d'organiser sur les politiques à adopter dorénavant, et dont le thème ne serait pas pourquoi rien ne marche, mais que faut-il faire pour que cela marche ?

**propos recueillis
par Patrice Le Roué**



PUBLICITE

LAFAYETTE SCIENCES-PO

**ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR PRIVÉ**

**AU CŒUR DE PARIS
48 24 01 89**

“L’ÉQUIPE SCIENCES-PO”

- Des enseignants diplômés de l'Université, de Sciences-Po, de Grandes Ecoles choisis pour leur aptitude pédagogique confirmée, leur expérience, leur disponibilité.

**VOUS DONNE LES CLÉS
POUR ENTRER À SC-PO
ET RÉUSSIR VOTRE A.P.**

- Par une pédagogie adaptée à une classe de transition - méthode, encadrement personnalisé, motivation - nous donnons à l'étudiant les moyens d'optimiser son travail.

**CLASSE PRÉPARATOIRE ANNUELLE
OCTOBRE À JUIN + AOÛT**

**BROCHURE, RENDEZ-VOUS SUR APPEL
48 24 01 89**

**LAFAYETTE SUPÉRIEUR
13, rue Bergère, 75009 Paris**

Métro : Sentier - Rue Montmartre. RER : Les Halles

Les métamorphoses de la valeur selon G.H .de Radkowski

par Philippe Trainar

Le dernier ouvrage de G.H. de Radkowski, *Métamorphoses de la valeur*, constitue une des plus stimulantes reflexions critiques en langue française sur l'état actuel de la science économique. L'auteur des *Jeux du désir* (1) nous invite, en effet, à parcourir un chemin bien délaissé par les économistes accoutumés aux habituels poncifs des *textbooks*. Partant du constat de la crise actuelle de cette science, il retourne à ses fondements paradigmatisques pour poser la question de la valeur, dans le cadre d'une approche non point économique mais anthropologique qui l'amène à renouer avec la tradition des mercantilistes et des physiocrates.

L'auteur des *Jeux du désir* nous ramène, chemin faisant, à la finalité oubliée de l'économique, laquelle ne réside ni dans la croissance, ni dans le travail, mais dans la satisfaction des désirs inextinguibles qui stimulent les hommes et les incitent à sortir d'eux-mêmes pour aller à la rencontre de l'autre, échanger des biens, faire naître des valeurs peut-être éphémères, peut-être durables. Fidèle à lui-même, G.H. de Radkowski sera, donc, demeuré sur les traces de l'Homme de Desir jusque dans son ultime ouvrage.

1/. Les économistes pensent, en général, pouvoir trouver la solution à la crise actuelle de leur science dans la sophistication des comportements micro et macro-économiques des agents (anticipations rationnelles, comportements de portefeuille...), dans la généralisation des analyses de l'équilibre (qu'on pense au regain d'intérêt pour Grenoble, 1987, les modèles d'équilibre général), dans l'étude des situations de déséquilibre sur les différents marchés (l'école française s'est parti-

(1) *Les jeux du désir*, Presses universitaires de France, 1980, 97 F franco. culièrement illustrée dans ce domaine), voire dans le renouvellement de la théorie des cycles, lié aux progrès de l'analyse économétrique (l'école des anticipations rationnelles a beaucoup travaillé dans cette direction).

METAMORPHOSES DE LA VALEUR

G.H. de Radkowsky rompt délibérément avec ces approches qui supposent résolue la question fondamentale du paradigme de la science économique, c'est-à-dire la question de la valeur. Celle-ci a été particulièrement négligée par les économistes depuis de nombreuses années, comme si elle n'était pas digne d'intérêt. Certes Hicks et Sraffa se sont bien aventurés sur ce terrain, mais avant tout pour offrir une systématisation rigoureuse plutôt que pour interroger des présupposés implicitement normatifs que l'on ne souhaitait pas remettre en cause.

En réalité, la science économique, pas plus que les autres sciences, n'est en mesure de s'interroger avec pertinence sur ses propres fondements; d'où l'intérêt de la démarche de Radkowsky qui, à partir d'un champs épistémologique étranger à cette science, en l'occurrence l'anthropologie, essaie de repenser ses fondements axiomatiques. L'anthropologie permet, en effet, de reinsérer l'économique dans son environnement social et humain plus large, et, de le relier à ce qui constitue sa cause finale: c'est-à-dire l'homme, ses désirs, ses rapports aux autres hommes; elle ne se laisse pas enfermer dans l'isolement superbe des modèles mathématiques.

Cette approche conduit l'auteur à relativiser la place de l'économie de marché et, avec elle, la science économique qui a fait du marché l'unique objet de ses préoccupations, dans l'ensemble des rapports sociaux au sein desquels s'insère l'activité économique; il retrouve, à cette occasion, des analyses déjà ébauchées chez Polanyi et développées chez Perroux. Radkowsky distingue, en effet, trois types de rapports sociaux (les rapports de partage, d'échange et de don) et, en leur sein, quatre types de rapports économiques (l'économie de partage, d'échange direct ou de troc, d'échange monétarisé et de don). Ces économies se différencient par les intentions qui soutiennent les rapports que les agents nouent entre eux.

Soulignons, à cet égard, que la démarche de Radkowsli, si elle reste rigoureusement anthropologique, ne s'en inspire pas moins largement de la méthode phénoménologique par sa volonté de mettre à jour l'intentionnalité sousjacente aux rapports économiques, intentionnalité qui renvoie, bien sûr, à l'infinité diaprure des *jeux du désir* chers à notre auteur.

Dans les sociétés industrialisées les plus développées, le marché monétarisé a, certes, une très large place; il n'en demeure pas moins que son rôle n'est pas aussi prépondérant que ne le suggère la théorie économique. Si l'on considère l'ensemble des relations économiques impliquées par les transferts publics, la vie familiale, les œuvres charitables, l'activité politique, le travail au noir... C'est certain-

Philippe Trainar:

Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration. Fonctionnaire au ministère de l'Economie et des Finances.

SELON G.-H. DE RADKOWSKI

nement sensiblement plus de la moitié de l'activité économique qui, non seulement échappe totalement au marché mais encore le surdétermine (je vends ma force de travail avant tout pour nourrir ma famille, j'acquitte un impôt lors de chaque relation mercantile...)

2/. La typologie établie par l'auteur lui sert comme base de départ pour analyser plus particulièrement l'économie d'échange et les conditions d'apparition de la valeur auxquelles l'ouvrage est consacré. Radkowski se livre, pour cela, à une véritable phénoménologie de l'échange dont il cherche à décomposer les moteurs intentionnels... Il démontre notamment que, à l'opposé de l'économie « incestueuse » de partage, l'économie d'échange a une nature profondément « dialogique ».

Dans l'économie d'échange le consommateur n'est pas le producteur; la satisfaction de ses désirs passe par la médiation incontournable de l'autre, de l'absolument autre, source tant d'aliénations que de satisfactions. Je produis ce bien qui me coûte parce qu'il sera accepté par l'autre qui me fournira, en contrepartie, le bien qu'il produit et que je désire. Dans cette confrontation entre deux échangistes, que l'économie classique appelle « jeu de l'offre et de la demande », l'auteur préfère voir un « jeu de l'offre et de la contre-offre ». Le terme d'offre est, selon l'auteur, plus adapté dans la mesure où il renvoie à ce qui, dans l'échange, est objectif et observable alors que la demande n'en constitue que la substance, l'aspect potentiel et illimité, expression de l'infinitude et de l'insatiabilité du désir du sujet humain.

La confrontation de l'offre et de la contre-offre vise à permettre aux partenaires de s'accorder sur un taux qui rende possible l'échange d'un bien contre un autre. Ce n'est que s'il y a congruence des deux appréciations, si les partenaires réussissent à s'entendre sur une relation d'équivalence concrète entre les deux biens offerts que l'échange a lieu. Et ce n'est qu'une fois l'échange réalisé et objectivement constaté, et pas avant, qu'il est possible de prétendre qu'une voiture vaut, par exemple, vingt bicyclettes ou tant de milliers d'unités monétaires.

Radkowski en conclut que la valeur n'est pas antérieure à l'échange, mais postérieure, et que, si elle en est la cause, ce ne peut l'être qu'au sens aristotélicien de « cause finale ». La dépréciation immédiate de la valeur du bien, une fois l'échange accompli, en constitue, d'ailleurs, une preuve; cette dépréciation résulte, en effet, du caractère unique et irréversible de l'échange, les partenaires ne désirant pas récupérer les biens dont ils ont souhaité se séparer.

METAMORPHOSES DE LA VALEUR

On soulignera que, dans cette perspective, la valeur n'est pas un phénomène abstrait qui échapperait aux partenaires. Bien au contraire, elle constitue une réalité concrète et objective, maîtrisée par ceux-ci au cours des échanges particuliers qui les lient. Elle est, certes, susceptible de s'autonomiser lorsque les accords individuels, et toujours révisables, qui la soustendent sont confirmés par une pratique constante ou lorsque, désirée pour elle-même, elle devient cette illusion typique du comportement bourgeois.

3/. Mené avec un remarquable esprit de finesse et de discernement, l'ouvrage de G.H. de Radkowski constitue une base de réflexion et de critique d'une très grande richesse, que devraient méditer les économistes. De ce point de vue, deux conclusions mériteraient d'être approfondies:

- d'une part, la conclusion selon laquelle, surdéterminé par les sphères du partage et du don, le prix n'aurait que de lointains rapports avec le «prix d'équilibre» cher à la théorie classique, lequel ne constituerait, par ailleurs, qu'un cas limite instable dans l'espace des échanges possibles; mais le retour à une théorie ricardienne de l'échange, suggéré par l'auteur, est-il vraiment pertinent ?
- d'autre part, la conclusion selon laquelle la production et la répartition des revenus, qui jouent un rôle essentiel dans le cadre de la théorie classique des prix, chez Smith par exemple, resteraient étrangères à la valeur; est-il, de ce point de vue, réaliste de négliger le rôle régulateur que les coûts de production jouent dans la formation des prix et donc dans l'apparition de la valeur ?

Philippe TRAINAR

La théorie du circuit et la condamnation du libre-échange

par Frédéric Poulon

I - La contrainte monétaire dans la théorie du circuit

La théorie du circuit, telle qu'elle se présente aujourd'hui, est avant tout keynésienne. Parmi les nombreuses « lectures » de Keynes, la lecture circuitiste est la plus radicale. Elle tire la pensée keynésienne vers une analyse intégrale de la crise (de ses causes, de ses manifestations, de ses conséquences). De plus, elle s'étend à toute l'œuvre de Keynes et pas seulement à quelques passages choisis de la Théorie Générale. On ne trouvera toutefois aucune exégèse de Keynes dans la théorie du circuit. La référence à cet auteur signifiera simplement la reconnaissance en lui du meilleur représentant

Frédéric Poulon : Professeur à l'université de Bordeaux I, où il dirige le séminaire DECTA III. Auteur de nombreux ouvrages et articles sur la macro-économie keynésienne. En 1985, il a publié chez Dunod *Les écrits de Keynes*, ouvrage collectif auquel ont participé 13 économistes dont Jean Denizet et Alain Parguez, et qui constitue une excellente introduction à l'œuvre de Keynes.

de ce que l'on appelle le paradigme non classique, par opposition au paradigme classique, symbolisé par Ricardo. Paradigme ricardien et paradigme keynésien sont les deux termes de l'alternative qui s'offre à quiconque s'engage dans la théorie économique. Choisir le premier conduit vers la théorie du marché, choisir le second vers la théorie du circuit. Marché et circuit sont réellement inconciliables, malgré la volonté d'autres tels que A. Barrère ou H. Guitton de prouver le contraire. La raison de cette incompatibilité vient de la monnaie. Dans la théorie du marché, la monnaie est au mieux un bien parmi les autres, voué au rôle d'intermédiaire des échanges, c'est-à-dire d'instrument de paiement. Dans la théorie du circuit, la monnaie n'est nullement un bien. Elle se présente comme un actif financier, qui est certes un intermédiaire des échanges, mais dont la caractéristique essentielle est d'être adossé à une créance de banque sur un agent à besoin de financement. Dans la théorie du circuit, la monnaie n'est jamais considérée sans les créances qui en sont la contrepartie. Du coup, l'analyse monétaire revêt une dimension nouvelle. Car, qui dit créance dit obligation de remboursement. Toute monnaie émise implique, pour

THEORIE DU CIRCUIT

obligation de rembourser, au bout d'un certain temps, le crédit qui en est la contrepartie. C'est là très exactement ce que l'on appelle la contrainte monétaire. Seule la théorie du circuit la prend en compte. La théorie du marché l'ignore.

En économie, le libre-échange est beaucoup plus qu'un dogme: c'est un théorème. Pour nier un dogme, il faut avoir perdu la foi, tandis que pour nier un théorème, il faut avoir perdu la raison, et cela peu de personnes aiment se l'entendre dire.

Comment, du reste, contredire des propositions aussi pleines de bon sens et, semble-t-il, de vérité que les suivantes:

- le libre-échange permet au producteur d'élargir son marché et, par conséquent, d'abaisser ses coûts;
- le libre-échange permet au consommateur d'obtenir les biens au plus bas prix possible, ce qui lui procure le maximum de satisfaction ?

On peut objecter que si l'abaissement des coûts comporte aussi celui des salaires, le gain du consommateur disparaît devant la perte du salarié. L'argument valait sans doute au temps de Marx, qui voyait dans le libre-échange un facteur aggravant de la condition ouvrière et donc un élément propre à hâter la fin du capitalisme. Mais de nos jours, les syndicats bloquent les salaires à la baisse, et il n'y a plus, apparemment, que des avantages à mettre au compte du libre-échange.

Ne voit-on pas d'ailleurs, en France, toutes les grandes formations politiques (celles ayant vocation à gouverner le pays) attendre avec espoir l'avènement du grand marché européen en 1992 ? Hormis les marxistes, qui donc aujourd'hui n'est pas convaincu des bienfaits universels du libre-échange ? Au plus quelques petits groupes, parmi lesquels se distingue celui des circuitistes. Ceux-ci vont même jusqu'à condamner le libre-échange parce qu'ils y voient la cause fondamentale des crises économiques. Leur démonstration consiste tout d'abord à définir la place, dans la théorie du circuit, de ce que l'on appelle couramment la contrainte monétaire, à déduire de cette contrainte une condition de crise et, de là, enfin, à remonter aux causes de la crise.

ET CONDAMNATION DU LIBRE ECHANGE

Cette différence essentielle entre les deux théories est riche de conséquences. En premier lieu, concernant les agents économiques, la théorie du marché se présente comme une théorie à deux catégories fondamentales d'agents: les entreprises et les ménages, tandis que la théorie du circuit en comporte trois: les banques (B), les entreprises (E), les ménages (M). En outre, à la différence de la théorie du marché où ménages et entreprises ont des rôles symétriques et sont pour ainsi dire sur un pied d'égalité, il existe, entre les trois catégories de la théorie du circuit, une hiérarchie strictement déterminée par le principe fondamental des économies monétaires, qui s'énonce ainsi: une première catégorie (B) prête à une deuxième catégorie (E) qui achète pour vendre à une troisième (M) qui vend pour acheter. Dans le circuit, les banques sont donc au sommet de la hiérarchie et les ménages en bas, tandis que les entreprises occupent un échelon intermédiaire;

La deuxième conséquence importante de l'absence de contrainte monétaire dans la théorie du marché est que cette théorie ne peut que rendre compte d'états d'équilibre. La théorie du circuit, au contraire, est l'analyse du déséquilibre par excellence, c'est-à-dire de la crise. Elle permet en effet d'exprimer, dans une économie où la contrainte monétaire est globalement non satisfaite, ce que l'on appelle une condition de crise.

II - La condition de crise dans le circuit

Chaque fois qu'une unité monétaire (disons: 1 franc) est créée par une banque au profit d'une entreprise, cela signifie l'obligation pour celle-ci de rembourser 1 franc, sans compter les intérêts.

Naturellement, l'entreprise va faire fructifier la monnaie empruntée; en d'autres termes, elle va la faire circuler. Au cours de sa circulation, l'unité monétaire en question va passer des mains des entreprises à celles des ménages (à travers, par exemple, le paiement de salaires), puis des mains des ménages à celles des entreprises (à travers la dépense de consommation).

Aussi longtemps que l'unité monétaire va et vient entre les ménages et les entreprises, ces dernières n'ont aucun souci à se faire: grâce à l'unité monétaire qui leur revient sans cesse, elles sont en mesure, à tout moment, de rembourser leur dette (de 1 franc) envers les banques.

THEORIE DU CIRCUIT

Mais, hélas !, il vient un moment où l'unité monétaire cesse de faire retour aux entreprises. Ce moment est celui où les ménages décident de ne plus dépenser l'unité monétaire qu'ils reçoivent des entreprises, mais de l'épargner, c'est-à-dire de la laisser en dépôt auprès des banques.

A cet instant crucial, aucun remboursement des banques par les entreprises n'apparaît plus possible, sauf si les entreprises réussissent à convaincre les ménages de leur confier leur épargne en échange de titres de créances sur elles-mêmes (obligations) ou de titres de propriété sur leur patrimoine (actions). Les ménages, naturellement, ne se laissent convaincre que si l'enrichissement des entreprises, au cours de toute la durée de circulation de la monnaie, le justifie. Cet enrichissement est constitué par l'accumulation des entreprises, c'est-à-dire leur investissement net, au cours de la période considérée. En d'autres termes, la valeur de l'investissement net des entreprises doit être au moins égale à la valeur de l'épargne des ménages, qui est aussi la valeur de la dette des entreprises.

Si, au lieu d'une simple unité monétaire, nous supposons que les banques, dans la période considérée, injectent un montant F d'unités monétaires, sous forme de prêts aux entreprises, alors, comme précédemment, ces prêts conduisent à une épargne S des ménages, de montant précisément tel que: $S = F$. Si, en outre, on désigne par I l'investissement net réalisé par les entreprises au moyen des F unités monétaires empruntées par elles, il apparaît que la condition de remboursement de la dette, autrement dit la contrainte monétaire, est satisfaite si l'inégalité suivante est vérifiée: $I \geq S$. Compte tenu de l'égalité $S = F$, la contrainte monétaire s'écrit, de façon équivalente: $I \geq F$.

Si la contrainte monétaire, globalement, n'est pas satisfaite, on a l'inégalité inverse: $I < F$. Cette inégalité signifie que l'enrichissement (I) des entreprises est strictement inférieur à leur endettement (F) au cours de la période. En d'autres termes, l'enrichissement des entreprises constitue désormais, aux yeux des ménages, un gage insuffisant pour le remboursement des dettes. Les ménages n'accepteront de confier leur épargne aux entreprises qu'à concurrence de cet enrichissement (I), ce qui veut dire qu'un montant de dettes égal à $F - I$ se révèlera non remboursable. Les banquiers, faisant valoir leurs droits de créanciers, pourront alors exiger le dépôt de bilan d'une partie des entreprises, en vue d'obtenir, sur la vente de tout le patrimoine de celles-ci, le remboursement de cet impayé $F - I$.

ET CONDAMNATION DU LIBRE ECHANGE

Si l'on reconnaît que la crise capitaliste est la situation dans laquelle les entreprises se révèlent, dans leur ensemble, incapables de faire fructifier leur capital et sont donc menacées de disparition, alors il faut admettre que l'inégalité précédente ($I < F$) exprime exactement la condition de crise de l'économie.

Les causes de la crise sont les facteurs qui amènent la réalisation de cette inégalité. A priori, ils sont de deux sortes. Les uns, que l'on peut qualifier de réels, agissent sur l'investissement net (I). Les autres, que nous qualifierons de financiers, tendent à rendre l'endettement (F) excessif. Si ces derniers sont facilement identifiables, il n'en est pas de même des premiers. Leur recherche conduit aux causes profondes de la crise et, par là-même, à la mise en question du libre-échange.

III - Les causes profondes de la crise et le libre-échange

Si, dans une période donnée, l'investissement (I) se révèle inférieur à l'endettement (F) des entreprises, c'est que les anticipations de celles-ci sont démenties par les faits. Les entreprises, en effet, ne s'endettent du montant F que parce qu'elles espèrent réaliser un investissement (I^*) supérieur à cet endettement (F). Elles ne s'engageraient pas dans un endettement aussi important si elles ne croyaient pouvoir réaliser un investissement suffisant pour les mettre à l'abri de difficultés de remboursement.

En réalisant un investissement (I) inférieur à l'investissement anticipé (I^*), les entreprises commettent une erreur d'anticipation par excès, qui se mesure par la différence positive $I^* - I$. On peut aisément vérifier que si cette erreur d'anticipation ($I^* - I$) est supérieure au profit anticipé ($I^* - F$), alors la condition de crise est vérifiée ($I < F$). La question est donc de savoir d'où provient une telle erreur d'anticipation.

Les prévisions en matière d'investissement sont d'une difficulté bien plus grande que les prévisions de consommation. Toutes les études économétriques l'attestent. La raison est que la consommation relève d'un futur probabilisable, tandis que l'investissement appartient au domaine du non probabilisable. Keynes, qui était par formation mathématicien probabiliste et parlait en connaissance de cause, avait beaucoup insisté sur ce point.

THEORIE DU CIRCUIT

L'investissement (I ou I_*) dont il est ici question est un investissement net, c'est-à-dire une différence entre un investissement brut et un investissement de remplacement. L'investissement brut (IB) non seulement ne relève pas du futur non probabilisable, mais encore n'est pas du tout du domaine de l'aléatoire; il est parfaitement certain. En effet, lorsque les entreprises décident un certain moment d'investissement (IB), elles le réalisent purement et simplement, et n'ont aucune surprise à ce sujet.

La difficulté est donc reportée sur l'investissement de remplacement (IR). Cette grandeur, que l'on appelle aussi amortissement ou consommation de capital, porte tout le poids de l'incertitude du futur. Imaginons, pour illustrer cela, une situation où il n'y aurait dans l'économie que deux entreprises. Celles-ci, comme il se doit dans le système capitaliste, sont concurrentes: chacun veut s'approprier le capital de l'autre et accroître ainsi sa propre puissance. Dans cette guerre sans merci qu'est la concurrence, l'arme principale de l'entreprise est l'investissement. Chaque entreprise, naturellement, guette l'autre. La première entreprise investit en fonction de l'idée qu'elle se fait de l'investissement préparé en secret par sa concurrente. Celle-ci adopte la même stratégie. Chacun ne tarde pas à découvrir l'investissement de l'autre, et l'investissement brut total est alors parfaitement connu. Mais ce qu'aucune entreprise ne peut connaître avant la fin de la période, ni même prévoir au début de la période, c'est la valeur de son propre investissement de remplacement au cours de cette période. Si les deux entreprises ont décidé, chacun en secret, de construire une usine de jouets, là où il n'y a place que pour une seule usine, il est sûr que l'une des deux usines devra fermer à peine ouverte, mais seul le « combat » entre les deux entreprises pourra déterminer laquelle.

Ainsi aucune entreprise n'est-elle en mesure de prévoir quelle sera, dans une période donnée, la valeur de son investissement de remplacement, bien qu'elle connaisse parfaitement son investissement brut. Il en va de même pour l'ensemble des entreprises. La consommation totale de capital est imprévisible parce qu'elle dépend de l'intensité de la concurrence entre les firmes. Il n'est pas plus possible aux entreprises d'évaluer à l'avance leur consommation de capital qu'il ne l'était, par exemple, avant la bataille d'Austerlitz, aux camps français et autrichiens d'évaluer les pertes qui allaient être subies. Tout ce que l'on peut raisonnablement dire à l'avance est ceci: plus l'acharnement sera grand, plus les pertes seront élevées. Ou encore: plus vive sera la concurrence, plus forte sera la part de la consommation de capital dans l'investissement total; la part de

ET CONDAMNATION DU LIBRE ECHANGE

l'investissement net en sera d'autant plus faible, et finalement la condition de crise d'autant plus probable.

Pour ce qui concerne la concurrence intérieure, c'est-à-dire celle que se font les entreprises à l'intérieur d'un pays donné, elle s'est, dans la plupart des domaines, depuis longtemps passablement apaisée. La raison en est l'action régulatrice de l'Etat, mais aussi le fait que dans beaucoup de branches une entreprise principale est apparue et qu'un modus vivendi s'est instauré avec les entreprises restantes, de sorte que le gaspillage qu'entraînerait une concurrence effrénée est évité.

Il n'en va pas de même avec la concurrence extérieure. A l'échelle planétaire, aucune entreprise dans aucun domaine n'a encore imposé sa domination, et la concurrence est acharnée. Il est certes possible aux Etats d'abriter leur économie de la concurrence extérieure et, sans aller jusqu'à fermer leurs frontières, de canaliser le flux des innovations techniques en provenance de l'extérieur, de manière à concilier stimulation de l'économie nationale et utilisation raisonnable, pendant une durée suffisante, des équipements mis en service. Mais tout cela est taxé de protectionnisme. Et nos Etats, entraînés par leurs « élites », sont persuadés et veulent persuader leurs électeurs que l'objectif idéal est l'ouverture total des frontières, le libre-échange absolu, parce que, disent-ils, plus il y a de concurrence, meilleure à terme sera la condition de tous.

Cette idée que la concurrence est toujours bienfaisante est pourtant démentie par les faits. Pour nous en tenir au cas de la France, la comptabilité nationale permet de constater un déclin régulier de I - F à partir du milieu des années soixante, c'est-à-dire à un moment où le pays a commencé à subir de plein fouet la concurrence étrangère dans le cadre du Marché Commun et aussi de l'AGETEC. En remontant plus loin encore dans le temps, les historiens font observer que notre phase libre-échangiste du XIXème siècle, c'est-à-dire la période 1860-1892, offre dans presque tous les domaines, et notamment celui de l'investissement, des résultats beaucoup moins favorables que chacune des périodes de vingt années qui l'encadrent.

Cette foi dans les bienfaits du libre-échange pourrait donc être simplement taxée de naïve si elle ne s'enracinait dans les textes scientifiques les plus authentiques et les plus vénérés du paradigme ricardien. La trop fameuse loi des avantages comparatifs domine encore les esprits. Keynes avait bien vu la difficulté de son entreprise de persuasion en estimant que Ricardo avait régné sur

CONDAMNATION DU LIBRE ECHANGE

Angleterre du XIXème siècle comme la Sainte Inquisition sur l'Espagne du XVIème siècle. Le règne apparemment n'est pas terminé.

C'est donc que la leçon de Keynes, malgré la gloire de son auteur, n'est pas encore entendue. Le paradigme keynésien, cependant, ne cesse de se développer et de se renforcer. Gageons qu'il finira par l'emporter.

Frédéric POULON

Un flâneur à San-Francisco

Quel est le plus court chemin pour aller de Paris à San-Francisco ? Élémentaire ! On prend une carte, une règle, on tire droit. Donc on survole le nord de New-York, le sud de Denver, et l'on se pose en Californie 13 ou 14 heures après avoir quitté Roissy.

Et bien c'est perdu ! Pourtant, depuis que j'en fais le tour, je devrais savoir qu'une terre ronde ça complique tout et que la ligne droite n'est pas forcément le plus court chemin. Reprenons donc l'affaire. On quitte Roissy en tournant le dos à San-Francisco, on survole l'Islande, resplendissante sous un ciel vide de nuage, puis le Groenland : un mode bicolore où le bleu et le blanc se partagent l'espace jusqu'à l'infini. Et c'est la baie d'Hudson qui scintille au soleil de l'été et les grandes forêts trouées de milliers de lacs émeraude de l'immense Canada. Croc-Blanc, Jack London, les souvenirs des lectures d'enfance remontent à la mémoire au rythme des galops des chevaux de la prairie...

Puis... rideau ! Adieu Maria Chapdelaine et Félix Leclerc, le rêve éveillé est interrompu par

la consternante stupidité du film, américain, qu'Air-France se croit obligé d'infliger à ses voyageurs. Si j'ajoute que le champagne était tiède...

Ensuite c'est la routine d'un passage de frontière, formalités tâtillores dont je me demande à quoi elle peuvent bien servir, car, selon une irrépressible habitude, mes réponses aux interminables questionnaires - de quelque pays que ce soit - sont d'une incohérence totale, sans que celle-ci soit le moindrement relevée.

Et c'est ainsi qu'au début de l'été 1987, un fichier de je ne sais quelle administration a enregistré l'entrée aux Etats-Unis de monsieur « M.F. » fils de Mamie Eisenhower, transportant dans ses bagages deux bottes de... salsolacées et trois kilos de vis sans fin.

Un dernier coup de tampon pour authentifier tout cela et la porte de la Californie s'ouvrait.

En introduction au petit opuscule présentant sa cité, Mme Feinstein, maire de San-Francisco, déplore que sa ville soit construite sur 43 collines, dérogeant ainsi à la règle d'or de l'urbanisme, selon laquelle une ville ne peut être considérée

MICHEL FONTAURELLE

comme belle que si elle s'étage sur 7 collines. Certes, elle tente d'atténuer cette bien vilaine affaire en écrivant « Cependant, 7 d'entre elles sont plus hautes que les autres ». J'ajouterai qu'il y en a même 42 plus hautes que la 43ème, mais - que Mme Feinstein soit rassurée - la séduction de sa ville n'en est pas pour autant altérée, bien au contraire. San-Francisco est splendide.

Une ville américaine classique est avant tout un quadrillage d'avenues rectilignes. San-Francisco n'y échappe pas alors même que son relief faisait du projet de tracé une extravagance. Les urbanistes de l'époque, ou ce qui en tenait lieu, ont passé outre et tiré droit, et d'un système qui engendre habituellement une décevante monotonie, naissait la plus heureuse des fantaisies.

Cette fantaisie, si elle ajoute au pittoresque, est bien insuffisante pour expliquer l'étonnante beauté de la ville. Comment la décrire ? Autant vouloir rendre avec des mots la subtilité d'un parfum. Un charme indéfinissable qui saisit, enveloppe, sans que l'on sache exactement pourquoi; à moins qu'il ne résulte de mille détails se superposant, s'entremêlant et que de ce mélange, par un fabuleux hasard naîsse une si étonnante perfection. En effet, hormis le tracé des rues, rien de très calculé, la providence seule a été généreuse. Sinon comment expliquer qu'ici, et ici seulement - je songe particulièrement à l'échec de Los-Angeles écartelée entre ses autoroutes - la froideur du béton, de l'acier et du verre des gratte-ciel de Downtown se marie de façon si harmonieuse avec le bois travaillé, les mul-



VOYAGE EN CALIFORNIE

tiples encorbellements et les couleurs pastel des innombrables maisons victoriennes qui sont encore un des charmes de cette ville dont il est du dernier chic de faire une première approche en utilisant les célèbres cable-cars ?

Nés il y a plus d'un siècle du cerveau pratique d'un certain Hallidee, les cable-cars, qu'avec une sorte d'étrange volupté, l'étranger, même le plus ignorant de la langue anglaise,

s'empresse de prononcer «Kébeul-car», sont des sortes de tramways. Seuls véhicules capables - à l'époque - de gravir des rues aux déclivités pouvant atteindre 31 %. Ils sont toujours en service pour la plus grande joie des touristes et la commodité des San-Franciscains. Lents, pittoresques, archaïques, ils accompagnent à une allure de sénateur à la retraite piétons et flâneurs, car, suprême coquetterie pour une ville américaine,



MICHEL FONTAURELLE

San-Francisco s'offre aux flâneurs.

Mais cette belle fleur serait-elle vénéneuse ?

Ville de toutes les libertés, de tous les vices, de l'homoxesualité triomphante ? Il n'y paraît plus beaucoup, du moins au simple regard, encore que le spectacle donné en certains quartiers ne permette aucune méprise. Bien passée cependant est l'époque où la provocation et le blasphème étaient érigés en moyen de communication ou méthode d'affirmation. Il est vrai que le Sida et la grand'peur qu'il engendre viennent de s'abattre sur les 104.893 homos officiellement recensés. Un nombre dont j'ai peine à croire qu'il n'a pas été modifié, dès l'instant même où il apparut sur l'écran d'un ordinateur ou au bas d'un listing, car seul un ordinateur est à même d'établir un recensement aussi stupidement précis en un tel domaine.

Une aussi massive présence d'homos pose naturellement des problèmes de société sur lesquels des centaines d'écrivains, de chercheurs, de sociologues et un tas de «psy» se penchent depuis une vingtaine d'années. Pour preuve, j'en veux l'abondante littérature qui leur est consacrée. Chez Walter Books, l'un des plus importants libraires de la ville où les ouvrages sont classés par thèmes, j'ai été stupéfait de constater l'ampleur démesurée des rayons consacrés au gays. Et au pays de la rentabilité, il faut bien admettre que tout ça se vend et peut-être même se lit ?

Le déferlement homosexuel n'a pas toujours été accepté paisiblement, la politique et les affaires s'en sont mêlées. C'est

ainsi qu'une ancienne reine de beauté de Floride, Anita Bryant, l'âge des rides étant venu, s'était érigée en «mère la vertu», en créant une ligue anti-gay largement subventionnée par Coca-Cola qui espérait jouer sur le vieux réflexe puritain américain. Les 104.893 homos locaux se mirent à boycotter Coca pour le plus grand profit de son rival Pepsi. Le temps d'établir un compte de résultat chez Coca et exit Mme Bryant et ses principes moraux. Ceci est l'anecdote, une parmi des centaines qui courrent par la ville. Il faut le savoir, à San-Francisco, on n'échappe pas plus aux conversations sur les homos qu'à la traversée du Golden-Gate Bridge et à la visite de la prison d'Alcatraz où rode encore le souvenir d'Al Capone.

Flâner de colline en colline, c'est parcourir le monde en miniature. La Chine, bien sûr, avec la célèbre Chinatown, trop ouverte aux touristes, et qui a perdu beaucoup de son authenticité. L'Angleterre, bien évidemment, et l'Italie comme toujours en Amérique. Mais aussi la Russie: Russian Hill, pour rappeler que les Russes furent parmi les premiers habitants de la Californie, puis l'Allemagne et l'Afrique et ses ghettos, et le Mexique et je ne sais trop quels autres pays. Chaque communauté reconstruisant ici, sur quelques hectares et avec les souvenirs qu'elle s'en s'en fait, un morceau de sa lointaine patrie. Manifestations civiles et religieuses, us et coutumes, tout cela anime en permanence un quartier ou

VOYAGE EN CALIFORNIE

l'autre, mais jamais la ville en son ensemble. Repliement sur soi ? Je me pose la question, audacieuse ou comparaison sacrilège ? N'ai-je pas déjà vu ce genre de chose à Johannesburg ? Au Cap ? A Durban ? Ce qui, là-bas, a été officiellement institué sous le nom de «développement séparé» et que l'Amérique, avec raison, condamne par la voix de ses dirigeants, me semble, ici, bien prospérer sans heurter la conscience nationale.

Et la France en cette ville ? Une présence bien peu visible, hormis le splendide musée de la Légion d'Honneur, réplique admirablement située de celui de Paris, dû à la générosité d'une richissime Américaine francophile, au beau nom de roman, Alma de Bretteville-Sretch. Accueilli par une Jeanne d'Arc flamboyante, le visiteur pourra, ici, découvrir,

entre autres, une magnifique collection de tableaux français du XIXème siècle. Est-ce tout ? On pourrait rapidement répondre par l'affirmative. J'ai pu cependant, au cœur de la ville, en plein Union Square, lire une phrase en français, la seule. Ce fut sans doute le plus beau clochard qu'il m'ait jamais été donné de voir. Assis sur un tas de guenilles, la figure, ou du moins ce que l'on pouvait en deviner, rubiconde comme il se doit, abondante chevelure rousse aux longues mèches à tous vents, barbe de même et, planté dans cette broussaille hirsute, un énorme cigare. Ivrogne méthodique, il avait installé autour de lui une trentaine d'écriteaux en carton à l'aide desquels il sollicitait la charité en autant de langues étrangères et une bonne demi-douzaine d'alphabets, sans oublier les idéogrammes japonais.



MICHEL FONTAURELLE

Et c'est au pied de cet ivrogne somptueux que j'ai lu les seuls mots français de mon séjour san-franciscain. Cela valait bien le dollar que je déposais dans un chapeau crasseux, remercié par d'impressionnantes volutes de fumée.

En fait, les Français sont nombreux ici et je voudrais bien me persuader que l'un de nos compatriotes, un certain Durant, est à l'origine de la fondation et de la construction - bien désordonnée - de la célèbre université de Berkeley. Plus sérieuse et sans doute moins prestigieuse est l'origine de la fabrication de l'excellent pain que l'on trouve sur les tables de la ville et qui sort quotidiennement des usines Boudin du nom d'un Normand, boulanger de son état, venu s'installer là il y a une centaine d'années et qui fit fortune dans la farine. Enfin, je n'aurais garde d'oublier de mentionner qu'actuellement la philosophie française est illustrée à Stanford, la grande rivale bourgeoise de Berkeley, par René Girard, bien connu des lecteurs de «*Cité*».

Pas de traces bien visibles donc, mais une France bien réelle dans ce qu'il y a de permanent dans ses querelles. En ville, deux établissements d'enseignement relèvent plus ou moins de l'autorité française. Qui dit «deux» et surgissent aussitôt les disputes, les rivalités, les chamailleries, ce qui a pu faire dire à un excellent connaisseur des affaires de la ville: «Dommage que la communauté française n'ait pas pu conserver cette impressionnante cohésion... peut-être,

qui sait, y aurait-il aujourd'hui à San-Francisco une Frenchtown comme il y a une Chinatown.» Une certitude pourtant, à 10.000 km de chez eux, les Français ont su fonder Clochemerche-sur-Pacifique».

Ce que je désespérais de trouver à San-Francisco, j'ai cru pouvoir le découvrir à quelques centaines de km de là. J'avais en effet repéré sur la carte l'existence d'une ville appelée Clovis. Avec un nom pareil, je ne doutais pas un instant qu'au terme d'une route parcourue à la vitesse exaspérante de 88 km/h, j'allais enfin découvrir une petite France.

Existe-t-il ailleurs qu'ici une ville aussi dénuée d'intérêt que Clovis ? A un point tel qu'aucune carte postale n'a jamais été éditée pour la représenter, triste à périr ! Le soir, accablé d'ennui, dans une chambre d'un quelconque Ramada, j'ouvre l'annuaire téléphonique. Fallait-il que je sois désœuvré ! Et . énorme surprise pour moi, lorsque je constate qu'un abonné au téléphone de Clovis porte mon nom. J'en suis encore à me demander ce qu'un Français, un lointain cousin sans doute, a pu faire à la société pour venir se perdre à Clovis.

Retour désappointé à San-Francisco où je décide d'aller ccûte que coûte - retrouver un coin de France à «La Fleur de Lys», célèbre restaurant de la ville. On aura compris au seul nom de l'enseigne que le détour était obligé. Je me hâte, le vent frisquet qui se lève chaque soir soulève papiers et feuilles mortes, la circulation automobile est toujours aussi lente, mais plus

dense qu'en cours de journée. Ca et là, aux coins de quelques rues, à la station centrale du métro ou en tête de ligne des cable-cars, des hommes seuls, noirs, saxo ou clarinette, et les longs sanglots des blues qui appellent à la charité. La Californie indépendante n'en serait pas moins, a elle seule, la 7ème puissance économique mondiale. Cela n'exclut pas la pauvreté qui se dévoile aux portes des somptueux magasins de Market Street ou de Grant Avenue. Quelques pièces jetées dans les chapeaux informes de ces monuments de tristesse et le blues continue. Il fait froid aussi à San-Francisco.

Une France absente, un Japon qui déferle, non seulement par ses voitures ou son électronique qui submerge les boutiques de Chinatown ou les rayons spécialisés des grands magasins. Et chaque matin, au petit déjeuner, je suis fasciné par ces grappes de touristes japonais, souriants, aimables, trempant avec un évident plaisir, dans l'épais ketchup qui recouvre œuf brouillés ou bacon grillé, les excellents croissants dorés des petits-fils ou arrière-petits-fils du père Boudin.

Cette présence massive tout au long de la côte californienne qui, bien étrangement, disparaît dès que l'on pénètre à l'intérieur du pays, je dirais dès la Silicon-Valley quittée, illustre bien à quel point l'Ouest des Etats-Unis est tourné vers l'Asie. Les problèmes européens sont loin. Il n'est que de lire le «San-Francisco Chronicle» ou le «Los Angeles Times» pour s'en mieux convaincre: rien ou si peu, jour après jour. Cette constatation confirme celle que je

faisais il y a quelques années. Me trouvant en Floride, lors de l'assassinat d'Aldo Moro, j'avais appris cette énorme affaire vue du côté européen en lisant par hasard la dizaine de lignes que le «Miami Herald» lui consacrait, aux alentours de la 200ème page de son édition ordinaire.

L'absence apparente de préoccupations ou d'intérêt pour l'europe ne signifie pas que celle-ci soit oubliée. La place que tient le vieux monde dans la vie culturelle américaine me paraît considérable. Un examen détaillé des manifestations artistiques en juillet et août dernier à San-Francisco, Los Angeles, Phoenix et San-Diego est édifiant et réconfortant à cet égard. Dans quelle ville d'Europe peut on écouter le philharmonique de Vienne, sous la direction de Léonard Bernstein, pour la modique somme de 6 F ? C'est ce qui était possible mi-août à l'amateur, confortablement installé dans le célèbre Boll d'Hollywood à Los Angeles.

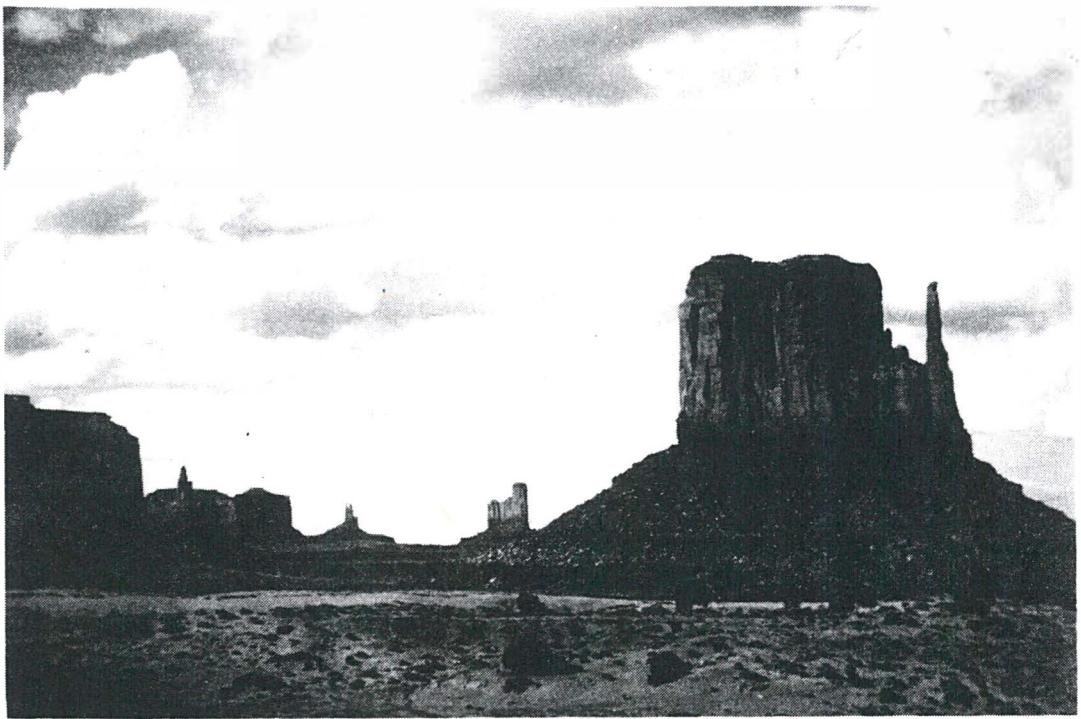
Mais la culture américaine proprement dite ? Vue de France elle provoque souvent un sentiment de mépris. Trop sommairement, on veut la réduire, plus par réflexe que par connaissance, à quelques feuillets télé. Sujet bien vaste cependant pour un flâneur si curieux soit-il et, puisque flâneur il y a, je m'en tiendrai à la seule peinture en disant l'éblouissement continu que j'ai éprouvé, alors que je progressais de galeries en galeries de Fisherman's, le port commercial de San-Francisco si heureu-

MICHEL FONTAURELLE

sement reconvertis, à Sau-Solito, le St-Tropez américain, qui d'ailleurs n'est comparable en rien au célèbre petit port provençal. Et comment ne pas citer aussi Sedona, cette ville où vécut Marx Ernst, située dans un paysage d'une somptueuse beauté, faite pour l'art et par l'art, où tout respire la création. Couleurs, formes, débauche d'imagination ! Certes, je ne prétends pas que tout ce qui est exposé soit d'une même qualité exceptionnelle et pour reprendre l'expression du cher Jacques

Perret, les barbouilleurs d'abstractions à pleins tubes sévissent là aussi. Il n'empêche, sur près de 5.000 km parcourus dans l'Ouest, et à l'exception de l'UTAH - mormons obligent - c'est le foisonnement créatif continu, même si les scories sont inévitables.

Alors aveuglé par l'Amérique ? Certainement pas : je n'oublie pas que ce pays, où la démesure est l'aune qui mesure bien des choses, a été parfois construit sur d'abominables massacres et la destruction de la



nature par pans entiers. Comment pourrais-je parcourir sans frémir d'indignation les fabuleux paysages de Monument Valley où vivotent quelques Navajos, tout en me rappelant

qu'en 1863, le colonel Kid Carson, célèbre héros national, reçut l'ordre officiel de réduire, ici, par la faim, les tribus indiennes ?

VOYAGE EN CALIFORNIE

Les massacres de populations ne sont plus, heureusement, que souvenirs historiques, si dououreux soient-ils, mais le massacre de la nature ? En Californie, celle-ci est splendide tout particulièrement au parc national Yosemite, préservé à grands coups d'interdictions. Il en coûte 1.000 dollars à l'imprudent qui viendrait à souiller le bas-côté de la route, ne fût-ce qu'avec un simple morceau de papier abandonné. Les kilomètres défilent, on se croirait en Suisse, la propreté maniaque élevée au rang d'institution. Traversée de la Sierra Nevada et longue descente vers l'immense lac Mono qu'alimentent, ou plus exactement alimentaient, six cours d'eau. A 600 km plus au sud Los Angeles avait soif; d'immenses travaux d'adduction ont été entrepris pour capter l'eau des rivières et, insensiblement, le lac s'assèche, créant pas un enchaînement de phénomènes complexes, une catastrophe écologique sans précédent sur des dizaines de milliers de km².

La démesure américaine ! le désert progresse sur des étendues considérables, des espèces animales rares disparaissent : qu'importe ! Les gazon des somptueuses propriétés de Beverly Hills sont toujours verts. Suprême ironie, au milieu de ce désastre qui éclate sous les yeux, encore et toujours les panneaux rappellent qu'il en coûte 1.000 dollars au distrait qui aurait oublié, sur le bord de la route, le papier qui entourait son hot-dog...

Le lac Mono ouvre la route de Las Vegas. Tout a été dit sur cette ville du désert. S'il est un

lieu où l'esprit ne souffle pas, c'est bien dans cette fournaise. Ce qu'aucun régime faisant de l'athéisme un devoir d'Etat n'a, semble-t-il, réussi à imposer, a été, en ce lieu, librement établi. Ni Dieu, ni diable. Alignés comme à la parade, sous des cascades de néons multicolores, le long des 6 ou 7 km du célèbre « Strip », casinos, bordels et, suprême blasphème, une centaine de chapelles ou, pour un minimum de 500 dollars, on peut retirer un certificat de mariage, au terme d'une cérémonie parodique célébrée par un pasteur habilité à cet effet. Dollars partagés équitablement entre l'Etat du Nevada, Las Vegas, le pasteur et les témoins.

Comment devenir pasteur et s'enrichir ? Il suffit de créer « sa » religion, apporter la preuve qu'elle compte au moins 4 fidèles et, suprême difficulté, trouver sur le Strip l'endroit pour construire une chapelle. Avis aux amateurs, tout est complet. Après quoi il ne reste qu'à acheter une licence de « marieur » à la municipalité et commencer son office. Les amateurs ne manquent pas.

Dans tous les Etats-Unis, on ne trouverait pas - du moins le pensais-je - une chambre d'hôtel sans la traditionnelle bible. Est-ce délibéré ou le fruit du hasard, mais à Las Vegas, dans la chambre III du Flamingo-Hilton, elle est introuvable. Par contre, à la disposition de l'occupant, et même offert au client, un bouquin : « By my guest », par Conrad Hilton, fondateur de la célèbre chaîne d'hôtels ; sa biographie en 288 pages dont je lis la première et la dernière sur laquelle je relève

VOYAGE EN CALIFORNIE

cette phrase: «*What I like about prayer in that it is a means of communication with God*». Belle ironie involontaire que cette niaiserie, si typiquement américaine qu'on dirait extraite d'un discours de l'ex-président Carter, dans cette ville où la prière est si scandaleusement détournée de son objet et Dieu si visiblement absent.

Et la longue ballade se poursuit. Dernière image en forme de point d'interrogation. J'arrive à Los Angeles le jour où la presse annonce le décès de John Huston. Comme on fait un pèlerinage je me précipite à Hollywood; j'imaginais ou j'espérais quoi ?

Devant le célèbre théâtre chinois Mann où, depuis 1927, tout ce qui compte dans l'his-

toire du cinéma dépose sa signature et l'empreinte de ses mains et de ses pieds dans le ciment du trottoir, je cherche en vain celle du célèbre metteur en scène. Je me fais conduire aux studios «Universals» par un chauffeur de taxi indifférent à l'événement. Là, pas de drapeau en berne, pas de portrait barré de crêpe noir, seule, comme d'habitude, la longue ronde des touristes venus découvrir les mystères de l'immense usine à fabriquer les rêves. Les touristes, encore les touristes et à nouveau des grapes de Japonais qui, à Los Angeles, ne trouveront pas, à leur petit déjeuner, des croissants dorés pour saucer leur ketchup...

Michel FONTAURELLE



Charles Maurras et Auguste Comte

Paris, le 8 janvier 1988

Mon cher Gérard,

Comme convenu je vais essayer de te dire en quelques mots ce que je pense de la prétendue filiation Comte-Maurras.

Les 5 et 6 février 1988, un colloque international sur Auguste Comte était organisé à la Bibliothèque nationale. Emmanuel Lazinier en fut l'un des principaux maîtres d'œuvre. A sa demande Gérard Leclerc accepta d'intervenir sur Maurras et Comte. C'est un sujet qu'Emmanuel Lazinier connaît en fait mieux que personne, ainsi qu'en témoigne la lettre qu'il adressa quelques jours avant le colloque à Gérard Leclerc et que nous publions ci-dessous.

Je viens de relire à cette occasion l'*Auguste Comte de Maurras*, à la fois dans l'original de la revue *Minerva*, que j'ai la chance de posséder, et dans *L'Avenir de l'intelligence* où Maurras l'a reproduit avec bon nombre de retouches (le plus souvent purement stylistiques) qu'il est intéressant de relever.

Quel texte extraordinaire ! C'est sans doute ce qu'on a écrit de meilleur et de plus beau sur Comte. Aucun contresens majeur ne s'y peut relever. Et la sympathie y atteint des sommets étonnantes. Maurras ne va-t-il pas jusqu'à écrire, dans la version originale, qu'il ne peut lire «sans larmes» la formule comtienne de l'«immense question de l'ordre» - ce qui est quand même assez étonnant !

Mais, justement, je pense qu'une telle formule, et beaucoup d'autres indications du texte, prouvent que l'influence que Maurras a pu recevoir de Comte n'est pas à situer sur le plan politique mais sur le plan purement personnel. Peut-on imaginer Maurras versant des larmes à propos de l'ordre social ? Ce serait quand même un peu gros. Non, l'ordre qui l'émeut à ce point, c'est son ordre intime, celui de son for intérieur qui, avant la rencontre avec Comte, était

EMMANUEL LAZINIER

«une anarchie vivante» et auquel Comte a rendu «*l'ordre ou, ce qui équivaut, l'espérance de l'ordre*» (curieuse restriction quand même !).

Je crois qu'il faut s'imaginer (et tout le chapitre sur Jundzill nous le fait imaginer, car, bien entendu, Jundzill c'est Maurras) le jeune Maurras arrivant à Paris, à la fois émancipé de Dieu («aucune interprétation théologique du monde et de l'homme ne lui était plus supportable») et en même temps profondément traumatisé par cette rupture avec les croyances de ses pères et de la majorité de ses compatriotes - lui qui ressent si fort (et même si exagérément) le lien national et le lien de la tradition. Par ailleurs c'est un jeune homme qui éprouve fortement «les besoins intellectuels, moraux et politiques qui sont naturels à tout homme civilisé, et auxquels l'idée catholique de Dieu avait longtemps correspondu avec plénitude». Il est donc très mal à l'aise en face des arguments du «clergé catholique» qui «donne le choix entre son dogme, avec la haute organisation qu'il comporte, et ce manque absolu de mesure et de règle qui annule (ou qui gaspille) l'activité. Dieu ou rien, quelle alternative proposée aux esprits tentés de douter !» D'autant qu'il n'est pas de ceux qui «se résignent à la déchéance fatale de leur personne (remplacé dans L'Avenir par: des institutions et des moeurs)», ni de ceux qui sombrent dans le désespoir. Il ne peut accepter non plus de «quitter le Dieu catholique sans le quitter»), en le remplaçant par des abstractions creuses ou en prétendant construire «une discipline indépendante de toute conviction, un ensemble de devoirs qui ne se prétendent rattachés à aucune foi, un système de dépendances humaines qui ne dépendent d'aucun système du monde.»

Maurras entre alors en contact avec le positivisme. Comment ? C'est ce qu'il serait intéressant de savoir. A-t-il rencontré des positivistes qui l'ont introduit à Comte ? Ou s'est-il initié directement par la lecture ? Je penche pour la première hypothèse: à mon avis Maurras a dû très peu lire Comte. Je dirai plus loin ce qui me fait penser cela.

Je sais qu'il existe quelque part des cahiers manuscrits où Maurras a consigné ses relations avec le positivisme. Ces cahiers doivent être aujourd'hui entre les mains d'amateurs qui les ont acquis dans les années 60, du libraire spécialisé en documents maurrassiens Michel Herbert. Bertrand Renouvin m'a montré un jour un catalogue déjà ancien de ce libraire qui mentionnait un tel document. Je crois même que ce catalogue citait un passage, où Maurras disait en substance: «décidément non, je ne puis adhérer à la religion de

La revue «Cité» a été pressentié pour éditer les actes de ce colloque qui donna lieu à des interventions passionnantes sur la pensée politique du XIXème siècle. Pour peu que le Centre National des Lettres accorde une petite aide et que nous trouvions quelques dizaines de souscripteurs, ce projet ambitieux sera réalisable.

Pour nous manifester votre soutien, vous pouvez nous envoyer un chèque de souscription de 215 F (prix fixé pour cet ouvrage d'environ 200 pages, frais de port compris). Votre chèque ne sera débité que si nous atteignons un nombre de souscripteurs suffisant.
C.C.P. de «Cité»: 23 982 63 N Paris.

LE PRETENDU COMTISME DE MAURRAS

l'Humanité!») Je suis allé à ce moment-là voir le libraire en question, qui a eu l'air de ne plus se souvenir mais m'a quand même parlé d'un document qu'il aurait vendu à G.-P. Wagner. Je n'ai malheureusement pas poussé mes investigations plus loin. Il serait bien entendu fort intéressant de retrouver ces documents.

Je formule une hypothèse, Maurras a dû être mis en relation très tôt avec Pierre Laffitte, le « directeur du positivisme », par Anatole France, qui était un grand ami de ce dernier (voir dans les œuvres complètes de France les textes *Auguste Comte et Pierre Laffitte*). Peut-être même Maurras a-t-il assisté aux cours que donnait Laffitte au 10, rue Monsieur-le-Prince ? Et, par la suite, il a dû se mettre en rapport avec le positiviste (réactionnaire) Antoine Baumann (l'un des meilleurs disciples de Comte, membre de l'Exécution testamentaire d'Auguste Comte et dont les idées politiques étaient plus à l'unisson des siennes. Il est caractéristique que dans son texte Maurras mentionne les deux adresses de la Société positiviste et de l'Exécution comme «deux sources bien distinctes de renseignements bibliographiques et biographiques sur Auguste Comte». Et qu'il ajoute à propos du local de l'Exécution: «ce dernier rendez-vous est le plus ignoré». Visiblement il est allé aux endroits dont il parle.

Ces contacts ont dû faire au jeune Maurras, *sur le plan purement personnel*, un bien énorme, qui peut seul expliquer le ton dithyrambique de l'article. Chez les positivistes il a rencontré une incroyance en Dieu qui tenait debout et contre laquelle les redoutables arguments du «prêtre» ne semblaient pas avoir prise. «A moins que le prêtre n'ait raison (...) et que cette réorganisation ne soit une chimère» - le doute, atténué, demeure toujours dans son esprit. Toujours est-il que, grâce au positivisme ou à l'idée qu'il s'en fait, l'incroyant Maurras marche désormais la tête haute. D'où les larmes, d'où l'«image» du Maître qui «ne peut être évoquée sans émotion»).

Mais Maurras a-t-il vraiment lu à cette occasion les traités de Comte ? Je ne le crois pas, en dépit du soin qu'il prend à se donner comme un grand connaisseur de Comte, soin qui précisément, par son excès même, est suspect: «Nous ne publions pas la table de nos références car elle serait infinie» (passage non reproduit dans *L'Avenir*) «familiarisé avec elles (les formules de Comte) depuis longtemps», («un lecteur coutumier (*Avenir: un habitué*) de Comte», «un habitué (*Avenir: l'élève*) de Comte». Dans l'*Enquête*, il parle des «beaux paysages philosophiques» qu'il aurait trouvés dans Comte, ce qui est quand même bien ridicule et sent celui qui veut faire croire qu'il y est allé voir, mais qui est bien embêté pour dire ce qu'il y a

EMMANUEL LAZINIER

vu. Dans *Tombeaux*, il s'affirme l'initiateur de Montesquiou à Comte, ce qui est démenti par Mme de Coudekerque-Lambrecht dans sa biographie de Montesquiou.

On m'objectera les détails précis que contient l'article de *Minerva* et l'exactitude d'ensemble dudit article. Mais tout cela peut avoir été recueilli oralement ou glané ça et là dans des brochures. Un lecteur direct des traités de Comte parlerait-il de la «table» de ses «références» qui est «infinie»? Non, sa «table de références» se limiterait aux traités, plus éventuellement quelques lettres qui les complètent: elle ne serait nullement «infinie».

Je résume donc ma thèse. Maurras entre en contact avec des positivistes qui essayent sans succès de le convertir, mais lui font un bien immense en effaçant les angoisses causées par son incroyance. D'où reconnaissance envers le Maître. D'où une certaine connaissance de l'œuvre comtienne qui, jointe à son talent littéraire exceptionnel, lui permettant de briller à propos de Comte comme peu d'autres l'on fait. Mais, ceci dit, Maurras n'a pas lu Comte.

Il n'a surtout pas lu la pensée politique de Comte, si opposée à sa propre pensée politique. Et il n'a pu la connaître ni par Laffitte ni par Baumann qui tous deux étaient totalement infidèles, en sens contraire, à Comte sur ce point - Laffitte déformant Comte dans un sens radical-socialiste, et Baumann dans un sens droitiste-boulangiste (comme un peu Jorge Lagarrigue auquel Maurras fait aussi allusion dans *Une campagne royaliste*). Il a cru en l'Auguste Comte réactionnaire présenté par Baumann, qui a dû, en outre, lui fournir un certain nombre de citations permettant de réduire les positivistes démocrates au silence. Mais, à mon avis, il n'est pas allé y regarder de beaucoup plus près?

S'il y était allé voir de plus près, que serait-il arrivé? Première hypothèse: il se serait converti à la politique comtienne, qui y aurait gagné un champion extraordinaire - et qui sait ce qui aurait pu en résulter? Deuxième hypothèse: il l'aurait rejetée. Mais comment la rejeter sans rejeter tout Comte? Aurait-il pu écrire cette profession de foi tout en sachant que ce Comte qu'il portait aux nues contenait sa propre condamnation? Il aurait à tout le moins fait l'effort de réfuter cette politique comtienne, ce qu'il ne fait pas, à part quelques lignes sur les «rêveries pacifiques» et les «retouches nécessaires» (et contradictoires!) apportées par Laffitte et Baumann!!

Car tout le Comte politique est en opposition radicale avec le Maurras politique. En premier lieu, le franco-centrisme exacerbé d'un Maurras est totalement étranger au philosophe qui, dès l'âge de dix ou onze ans, osait souhaiter en pleine classe que les Espagnols expulsent les Français ! Que l'on pût rejeter les idées révolutionnaires sous prétexte que ce sont des « idées suisses » eût effaré Comte. Qu'on affirmât en sa présence que la France était en péril du fait des « quatre états confédérés », que constituent les juifs, les protestants, les francs-maçons et les « métèques », l'eût fait douter de la santé mentale de son interlocuteur. Et il n'eût jamais non plus songé à la nécessité d'une quelconque *Défense de l'Occident*, contre l'Orient, qu'il admire, et qu'il considère comme moins éloigné de nous que nous ne le pensons. Et bien évidemment tout antisémitisme lui est étranger. Par ailleurs il est résolument pour la dissolution de l'armée française et la division de la France en dix-sept républiques indépendantes. Il suggère encore aux Algériens d'expulser les Français. En matière sociale, il écrit aux leaders républicains qu'il est totalement opposé à toute renaissance du corporatisme. Au nom du principe de séparation du spirituel et du temporel il est authentiquement libertaire et hostile à toute violence, fût-elle « *au service de la raison* ». Enfin le grand principe maurassien du « *politique d'abord* » est d'avance réfuté par lui: « *Aucune institution finale ne saurait surgir tant que persistera l'anarchie actuelle des opinions et des moeurs* ») (*Système*, I, III), « *Notre situation révolutionnaire continue aujourd'hui à interdire toute immédiate réorganisation temporelle sous peine de semblables tendances rétrogrades* (allusion à l'Empire et à la Restauration) *qui désormais se trouveraient en même temps anarchiques.* (...) *On ne peut aujourd'hui élaborer directement que la réorganisation spirituelle* (...) *Quand elle sera assez avancée, elle déterminera peu à peu une véritable régénération temporelle, qui, tentée trop tôt, ne pourrait établir que de nouvelles perturbations.* » (*Système*, I, 113).

Reste l'anti-démocratisme de Comte, qui n'est pas niable. Mais il n'a rien à voir avec celui de Maurras. Maurras est pré-démocratique, Comte est post-démocratique: il ne critique la démocratie que pour, en fait, la réinstituer. Si le peuple doit refuser toute participation au pouvoir temporel, c'est parce que le pouvoir spirituel lui appartient de droit. Il faut « *transformer enfin les débats politiques en transactions sociales* ») (*Système*, I, 207). « *A la saturation actuelle de votes électoraux, succédera bientôt la désuétude volontaire d'une attribution illusoire* (...) *D'impuissants efforts pour concentrer l'attention du peuple sur les questions politiques proprement dites ne sauraient le détourner des véritables questions sociales, dont la solution est surtout*

LE PRETENDU COMTISME DE MAURRAS

morale. Il ne laissera jamais réduire la grande révolution à de simples substitutions de personnes ou de coteries, ni même à des modifications quelconques dans la constitution du pouvoir central.» (*Système*, I, 191-2). Donc le peuple censurera le pouvoir, le fera sauter s'il le faut: mais n'y participera pas. Cette «*république sociocratique*», où l'opinion publique règne mais ne gouverne pas, et où tout se transmet par cooptation n'a pas grand-chose à voir avec la monarchie imaginée par Maurras. Elle est plus proche, à mon sens, de ce qui commence à exister depuis quelques années en France, où le pouvoir, pourtant fruit de l'élection, doit souvent reculer devant la désapprobation toute morale que suscitent certaines de ses initiatives (voir par exemple la question du code de la nationalité) - ou bien au contraire peut prendre, en vertu d'un consensus moral qui n'est pas arithmétiquement majoritaire, des initiatives comme celle de l'abolition de la peine de mort.

Maurras aurait-il pu, connaissant la politique comtienne, faire le pari (qui se serait révélé juste s'il n'y avait pas eu Alain) que nul n'irait jamais lire dans les traités cette politique qui le condamne et la lui jeter à la figure ? Cela paraît vraiment peu probable. Je préfère donc m'en tenir à la thèse de l'ignorance, en attendant qu'on me fournisse des faits qui la contredisent,

Bien amicalement,

Emmanuel LAZINIER

P.S. Une variante intéressante entre les deux versions de *Minerva* et de *L'Avenir*. Dans la première Maurras fait de Comte un critique «*des idées d'examen, de liberté ou d'égalité*». Dans la version suivante la liberté a disparu. Donc en 1902 le «lecteur coutumier de Comte» que se prétend Maurras croyait encore qu'on y trouve une critique de la liberté. Etonnant, non ?

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

N°1 (épuisé)

Quelle défense nationale ? avec Philippe Cailleux, Pierre Gallois, Bertrand Renouvin, Alain Solari, Bertrand Warusfel

N°2

L'épreuve du terrorisme

Le dialogue social - E. Mousset

Libéralisme : le vent d'Amérique - A. Solari

La psychiatrie en question (1) - J. Betbèze

Littérature - Ph. Barthelet

Lectures talmudiques d'E. Lévinas - G. Sartoris

Les promesses de Garaudy - A. Flamand

N°3

La psychiatrie en question (2) - J. Betbèze

Les hommes du pouvoir socialiste - E. Mousset

Le libéralisme à l'américaine - A. Solari

Entretien avec J.-M. Quatrepont

Entretien avec le général Gallois

Hugo von Hofmannsthal - Ph. Barthelet

« Finnegans wake » de James Joyce - G. Sartoris

N°4

Introduction à René Girard - P. Dumouchel

Table ronde avec René Girard et Jean-Pierre Dupuy

Les municipales 1983 - E. Mousset

« Polonaise » - L. de Goustine

Le théâtre de Gabriel Marcel - Ph. Barthelet

N°5

Tocqueville et la démocratie

La révolution conservatrice américaine

L'après féminisme - E. Mousset

L'insécurité - Entretien avec Ph. Boucher

Voyage en URSS - M. Fontaurelle

« Le sujet freudien » - J. Betbèze

N°6-7

Entretien avec J.-M. Domenach

Pouvoir et liberté chez Benjamin Constant

Pour une croissance autozentré - P. Le Roué

Marchel Gauchet et l'extériorité du social

Deuxième gauche, premier bilan - E. Mousset

Voyage en Chine (1) - M. Fontaurelle

La Sagesse de Raymond Abellio - M. Dragon

N°8 (épuisé)

Entretien avec Edgar Morin

Voyage en pauvreté, Angers - E. Mousset

Les libéraux selon la Charte

Voyage en Chine (2) - M. Fontaurelle

N°9

L'Union soviétique - Marco Markovic

Politique et conscience - Vaclav Havel

La pensée dissidente - Martin Hybler

Voyage en Chine (3) - Michel Fontaurelle

N°10

Nature et différence - Jean-Pierre Dupuy

La clé de voûte - Noël Cannat

Héritérité et pouvoir sacré - Y. La Marck

L'année de Gaulle - T. La Tour

Voyage en Chine (4) - M. Fontaurelle

N°11

Le pouvoir royal - E. Le Roy Ladurie

A propos de Jan Patocka - M. Hybler

« L'alliance et la menace » - Y. La Marck

Analyse du R.P.R. - J. Jacob

A propos de Sollers - A. Flamand

République et politique étrangère - P.M. Cousteaux

N°12

Le lien social - entretien avec Marcel Gauchet

La Main invisible - Jean-Pierre Dupuy

Vertus et limites du déséquilibre - Y. La Marck

Un regard sur l'Allemagne - B. La Richardais

« Les Complices » - R. Talbot

Une histoire moderne - M. Hybler

N°13

Entretien avec Georges Dumézil

L'imaginaire indo-européen - Yves Chalas

Un portrait de Georges Dumézil - Ph. Delorme

A quoi sert le « Figaro Magazine » ? E. Mousset

René Girard, lecteur de Hamlet

Mario Vargas Llosa - F. Gerlotto

Nigéria, le mal aimé ? F. et I. Marcilhac

Le succès de J. Bainville - I. Mitrofanoff

N°14

Numéro spécial GABRIEL MARCEL, avec Joël Bouëssée, Miklo Veto, Pietro Prini, Jeanne

Parain-Vial, Simone Plourde, René Davignon, Yves Ledure, Pierre Colin, Jean-Marie Lustiger

N°15

Les chemins de l'Etat - Blandine Barret-Kriegel

La notion de souveraineté - Patrick Louis

L'Etat capétien (X-XIVe siècle) Ph. Cailleux

Qu'allez-vous voir à Jérusalem ? - Y. La Marck

L'individu, l'Etat, la démocratie - B. L. R.

Jorge-Louis Borges - Joël Doutreleau

Jakub Deml, le prêtre maudit - Luc de Goustine

Du gouvernement royal selon saint Thomas - Bernard Bourdin

N°16

Entretien avec Léon Poliakov

Le phénomène monarchique dans l'Histoire - Roland Mousnier

Théorie de la justice chez John Rawls

Recherche sur l'individualisme à la fondation Saint Simon

Comprendre le Japon - Ch. Mory

N°17

Numéro spécial EMMANUEL LEVINAS, avec Joël

Doutreleau, Xavier Tilliette, Pierre Zalio

Personnages royaux au festival d'Avignon - François Bourguignon

Du gouvernement royal selon saint Thomas - Bernard Bourdin

Prix de chaque numéro: 35 F